

## **CONCLUSIONS GENERALES**



Au terme de ce parcours passionnant, du point de vue de l'auteur de ces lignes, il n'est que temps d'ébaucher quelques réponses aux questions posées dans notre introduction, et de passer en revue les nouvelles pistes de recherche qu'elles invitent à explorer.

L'histoire de l'évolution du rôle de l'Etat que le droit des industries de réseaux nous a fait entrevoir a, en effet, significativement enrichi la réflexion que nous entendions mener sur la théorie du droit du service public. Cette histoire ne se limite évidemment pas aux observations que nous allons faire. Les conclusions intermédiaires rédigées à la fin de chacune des trois parties témoignent du lien fondamental qui a existé depuis deux siècles entre l'Etat et les industries de réseaux, au cœur des fonctions assignées à l'Etat au cours de chacune de ces différentes périodes. L'Etat libéral du 19<sup>e</sup> siècle, l'Etat providence du 20<sup>e</sup> siècle, l'Etat régulateur du tournant du 21<sup>e</sup> siècle trouvent dans les industries de réseaux un outil puissant de transformation de la société. L'Etat est resté, au cours de chacune de ces trois périodes, omniprésent dans la construction, l'intégration, puis la libéralisation des secteurs étudiés. Il les a mis au service de multiples politiques, principalement économiques au 19<sup>e</sup> siècle, auxquelles se sont ajoutées les préoccupations sociales de l'Etat providence, avant un retour en force, dans les trente dernières années, des considérations liées à l'économie de marché et à la dynamique économique de la mondialisation. De nouvelles motivations culturelles ou environnementales, notamment, sont apparues simultanément.

Les industries de réseaux ont également façonné l'Etat durant les deux siècles écoulés. Elles ont progressivement dominé son action au cours du 19<sup>e</sup> siècle, au point de rendre obsolète le mythe de l'Etat non interventionniste en Belgique. Certes, les historiens ont toujours signalé l'intervention de l'Etat dans la construction des infrastructures de communication, mais souvent en la minimisant par rapport aux autres politiques non interventionnistes, et en cantonnant dès lors de manière trop réductrice l'Etat à ses seules fonctions régaliennes. La construction de ces infrastructures, leur financement, leur exploitation, leur expansion ont occupé une place majeure à tous les niveaux de l'Etat, à un degré sans doute unique au monde à cette époque. Les chemins de fer constituent la technologie qui caractérise l'action publique au cours de ce siècle en Belgique. Laboratoire social au 20<sup>e</sup> siècle, les entreprises publiques étudiées ont ensuite accompagné l'avènement de l'Etat providence, mais sans que les industries de réseaux ne soient vraiment au cœur de l'évolution de l'Etat. L'entrée dans le 21<sup>e</sup> siècle a enfin vu ces industries revenir au cœur du phénomène de régulation qui engendre la transformation de l'Etat d'aujourd'hui. Elles sont redevenues incontournables dans les réflexions naissantes sur le rôle, ou plutôt les rôles de l'Etat aujourd'hui. Ce sont cette fois les télécommunications qui symbolisent ce nouveau rôle de l'Etat.

Tels ne sont cependant pas les principaux apports de notre thèse, que nous souhaitons ici mettre en évidence. Cette histoire, malgré toute les limites de son étude, a en effet permis de proposer deux inflexions importantes à la théorie classique du droit du service public en Belgique.

## **I. UNE THÉORIE RENOUVELÉE DU DROIT DU SERVICE PUBLIC**

La théorie classique du droit du service public, en Belgique, est fondée sur les travaux de André Buttgenbach. Si celui-ci s'est inspiré de la doctrine française, il ne s'en est cependant pas contenté, puisque sa thèse s'appuie solidement sur les pratiques législatives et administratives en vigueur en Belgique. La méthode que nous avons suivie n'a donc rien d'original, si ce n'est que nous avons parcouru près de deux siècles d'histoire, là où Buttgenbach s'était plutôt limité au droit en vigueur à son époque.

La première inflexion que nous estimons pouvoir apporter à la théorie classique qu'il a initiée est la nécessité de distinguer les deux étapes de la création, d'une part, et de l'organisation, d'autre part, d'un service public, pourtant souvent confondues dans l'histoire. C'est précisément cette confusion qui a permis d'attirer l'attention sur l'intérêt de la distinction, le plus souvent lorsque les débats se limitaient à justifier le mode de gestion, sans s'interroger sur l'érection en service public. Cette confusion caractérise d'ailleurs surtout le 20<sup>e</sup> siècle, le 19<sup>e</sup> siècle étant beaucoup plus révélateur d'une volonté de légitimer distinctement les deux aspects.

La seconde inflexion que l'histoire des industries de réseaux nous inspire est la nécessité d'admettre que la distinction entre la gestion publique et la gestion privée d'un service public ne reflète pas suffisamment la multiplicité des modes d'organisation imaginés par les gouvernants, et ne permet pas davantage d'y lier un régime juridique uniforme, ou même minimal ou supplétif. Nous proposons alors, à la suite de Guy Vanthemsche et Frederik Vandendriessche, d'y substituer un axe continu entre deux pôles public et privé, sur lequel se placerait chaque mode de gestion choisi en fonction de son degré d'autonomie et de contrôle.

### **A. La création d'un service public**

Etudier la création d'un service public revient surtout à mieux théoriser l'érection d'une activité en service public, même si, d'un point de vue juridique, les conclusions de cette théorie n'ont rien de surprenant.

La création d'un service public nécessite l'intervention d'un pouvoir public, qui doit prendre une décision claire à cette fin, de nature législative. Dans cette seule mesure, les deux notions d'Etat et de service public sont intrinsèquement liées. Mais le lien entre les deux notions s'arrête là. « *Contrairement à une idée couramment admise, l'idée de service public ne se confond pas avec l'extension du secteur public* »<sup>1</sup>. C'est tout l'intérêt de la distinction : la création du service n'implique jamais une autre intervention de l'Etat, en particulier une prestation quelconque ou l'exploitation du

---

<sup>1</sup> G. MARCOU (2001), « De l'idée de service public au service d'intérêt général », p. 383.

service par une personne morale de droit public. L'Etat intervient pour créer un service public au même titre qu'il intervient pour créer les conditions de l'économie de marché et de la libre concurrence (il bat la monnaie, consacre le droit de propriété, promulgue un droit de la concurrence), ou pour créer le cadre d'un Etat social actif et durable (il garantit la sécurité sociale, arrête un droit du travail, édicte des règles de protection de l'environnement, etc.). Le service public ne s'oppose donc pas à l'économie de marché, il s'y insère éventuellement, mais pas complètement. Il désigne des activités qui ont pour but de donner satisfaction à des besoins collectifs, économiques pour les secteurs ici étudiés, ou non économiques. Et ces besoins collectifs ne sont pas par principe plus favorable à une partie de la population, mais au contraire destinés à la servir dans son ensemble. Ceci même si, dans l'histoire, singulièrement au 19<sup>e</sup> siècle, les milieux d'affaires et les catégories sociales plutôt favorisées en sont les principaux bénéficiaires.

Il est d'ailleurs remarquable que, dans l'histoire des secteurs étudiés, la décision d'ériger une activité en service public, au sens fonctionnel du terme, ait rarement fait l'objet d'un réel clivage politique. Le consensus autour de la notion est pratiquement généralisé au cours du 19<sup>e</sup> siècle. Les personnes – rarement les partis – débattent parfois âprement du mode de gestion de celui-ci, souvent en fonction d'intérêts personnels. La qualité de service public, en revanche, fait l'unanimité. Au 20<sup>e</sup> siècle, la notion de service public entre incontestablement dans le champ des clivages politiques, et devient idéologiquement marquée, accolée au rôle interventionniste de l'Etat. Cela s'explique surtout par le fait que les débats ne portent pratiquement plus que sur le mode de gestion du service, presque toujours publique et monopolisée par l'Etat. La doctrine juridique a consacré cette pratique politique en inventant la notion de service public *organique*. Si l'on s'efforce de distinguer les raisons de la création d'un service public de celles ayant justifié son mode de gestion, les clivages politiques semblent beaucoup plus réduits. Au tournant du 21<sup>e</sup> siècle, à nouveau, les gouvernants s'opposent principalement sur les modes d'organisation. C'est la libéralisation, ou la privatisation, qui est au cœur des débats politiques. Or, ni l'une, ni l'autre, ne s'opposent à l'existence d'un service public.

Cela ne signifie pas que des clivages politiques ne pourraient pas naître, ou n'existeraient pas, mais seulement qu'ils ne peuvent être liés, à ce stade, au mode d'intervention de l'Etat. Les gouvernants doivent à chaque fois se demander si, pour une activité particulière, l'intérêt général, les besoins de la collectivité exigent que son accomplissement soit garanti à un niveau de qualité déterminé. Dans l'affirmative, l'érection de cette activité en service public est justifiée. La décision politique et sa traduction juridique doivent alors permettre de définir précisément quels sont les objectifs poursuivis.

## **B. Le choix d'un mode de gestion entre deux pôles public et privé**

Une fois fixé sur leurs objectifs, les gouvernants doivent s'entendre sur les moyens nécessaires pour y parvenir. Ceux-ci sont multiples, et seulement limités par l'imagination des juristes, semble-t-il. Les modes de gestion possibles s'étendent certes entre deux pôles stéréotypés, l'un public, au sein duquel le contrôle est maximal et l'autonomie nulle, l'autre privé, au sein duquel le contrôle est minimal et l'autonomie maximale. Mais les combinaisons entre ces deux pôles semblent infinies. S'y

superpose en outre les nouveaux rapports juridiques complexes entre l'exploitation en monopole ou en concurrence, chapeautés par les mécanismes de régulation.

Faire son choix parmi toutes ces possibilités devient une réelle gageure pour les gouvernants. La réflexion que nous avons initiée entend surtout renseigner ceux-ci sur l'éventail des possibilités, et dans une certaine mesure sur les différences qui les séparent, en fait comme en droit, permettant à tout le moins d'effectuer un choix éclairé et motivé pour la gestion d'un service public<sup>2</sup>.

D'un point de vue juridique, c'est le régime lié à chaque mode de gestion qui doit orienter le choix : qui supporte les risques et la responsabilité de l'entreprise ? Quels sont les pouvoirs nécessaires ? Qui est le mieux à même de garantir les droits fondamentaux éventuellement en jeu ? Quel régime d'emploi pour le personnel ? Quel mode de financement est le plus approprié ? Quelle juridiction rendre compétente ? Quel régime budgétaire, comptable ? Quelle application de la réglementation des marchés publics et des principes de bonne administration ? Les variables sont extrêmement nombreuses, et comme leur champ d'application est le plus souvent différencié – il ne peut être réduit à un régime juridique de la personne publique et de la personne privée – il faut, le cas échéant, se poser la question par rapport à chacun de ces éléments. D'un point de vue pratique, le respect du niveau de qualité imposé au service doit pouvoir être évalué, pour justifier éventuellement le changement du mode de gestion. C'est l'objet des audits récents de la Cour des comptes à l'égard de la SNCB. Les attentes des usagers devraient également pouvoir guider le choix des gouvernants.

En pratique encore, il y a aussi des dérives à contenir : débudgétiser, échapper à la réglementation des marchés publics, politiser un service, sont autant de motifs rarement mis par écrit mais récurrents dans les discussions non officielles relatives au choix d'un mode de gestion. La recherche d'un juste équilibre entre les intérêts du pouvoir public qui érige une activité service public, les intérêts de l'organisme gestionnaire et ceux de l'utilisateur devraient faciliter la recherche des meilleurs moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs fixés par la création du service.

Il est important de souligner encore que ce choix entre les différents modes de gestion devrait être par nature évolutif. A cet égard, nous avons appelé le législateur à adopter, sur le modèle français par exemple, des règles qui faciliteraient le passage d'une gestion publique à une gestion privée et inversement, notamment à l'égard du personnel, dont le statut est parfois ballotté entre les humeurs changeantes des gouvernants, comme du patrimoine.

Le choix d'un mode de gestion, à partir de ces multiples variables, et parmi ces multiples possibilités, est donc tributaire de sa capacité à satisfaire les objectifs fixés, à rencontrer les besoins d'intérêt général déterminés lors de la création du service public. Ce procédé doit idéalement permettre de parvenir à une certaine neutralité idéologique du choix d'un mode de gestion. En effet, comme le souligne Anne Van der Hofstadt – Bernheim, « *de ideologische neutraliteit is de beste waarborg voor de doeltreffendheid* »<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> Ebauchant ainsi quelques réponses aux interrogations de H. DUMONT (2009), « Conclusions générales. L'eupéanisation du droit des services publics, ou le service public entre menaces et renouveau », pp. 337-338.

<sup>3</sup> A. VAN DER HOFSTADT – BERNHEIM (1981), *Het economisch overheidsinitiatief in België*, p. 156.

## II. LE DROIT DOIT AUSSI SERVIR À INFLÉCHIR LE COURS DE L'HISTOIRE

Au terme de ce parcours, il nous semble incontestable que l'histoire a grandement contribué à construire le droit. Elle a, d'une part, permis d'élargir le champ théorique du service public, en encourageant la distinction entre création et organisation et en révélant la dilution des frontières public-privé. D'autre part, l'analyse historique a aussi révélé les insuffisances à la fois de la motivation des choix effectués par les gouvernants, comme de l'instrumentalisation politique de ces choix, parfois au détriment du service lui-même.

Si le droit peut ainsi se dégager de l'étude historique, il ne faut pas pour autant conclure que le droit doit consacrer l'histoire. Le droit, en tant que mode d'expression de la volonté politique, peut aussi influencer sur le cours de l'histoire – ce qui démontre au passage une nouvelle fois l'importance de connaître ce passé –. Dans les secteurs étudiés, deux constantes nous paraissent ressortir de l'étude de la création et de l'organisation d'un service public, et pourraient justifier l'action éclairée du législateur.

En ce qui concerne la création et la suppression d'une activité de service public dans les industries de réseaux, il est incontestable que l'évolution technologique a joué un rôle essentiel dans les réactions de l'Etat. Mais les motivations d'intervention de celui-ci ne sont pas claires – ou ne le sont que trop –. Comme le souligne Guy Vanthemsche, il est peu probable que l'Etat, en construisant le chemin de fer ou les lignes téléphoniques, ait répondu à un besoin préexistant de la population de se déplacer ou de téléphoner. *« Dans de nombreux cas, la véritable notion de « service public » - permettre à tout un chacun d'utiliser certains biens collectifs – n'est apparue que plus tard, en tant que « dérivé » ou « généralisation » d'une innovation beaucoup plus ciblée à l'origine. Il serait donc inexact de penser que, dans ce secteur, l'Etat est intervenu automatiquement parce que « la société » ressentait un manque quelconque. Plus d'une fois, un bien dit « public » a trouvé son origine dans les besoins de groupes très restreints de la société (les entrepreneurs, les classes bourgeoises) ; l'Etat s'est, avant tout, empressé de servir ceux-ci »*<sup>4</sup>. La même question peut être posée aujourd'hui à ceux qui militent pour l'inclusion d'Internet dans le service universel des télécommunications. Il y a à peine quinze ans, Internet ne constituait encore un « besoin » pour personne. Incontestablement, le service public a permis de donner un accès généralisé, parfois universel, à des nouveaux besoins créés par des innovations technologiques. Mais le service public ne s'est-il pas parfois soumis avec un peu trop de bienveillance à ces innovations, leur donnant une dimension inespérée sans l'aide de l'Etat ? Jusqu'où/à partir de quand faut-il permettre au service public de garantir l'accomplissement et l'expansion d'une innovation technologique ? La question n'est pas si simple, car si l'on avait dû appliquer en 1834 les exigences liées à l'intérêt général, soumis aux modes de contrôle actuels, la Belgique aurait peut-être encore attendu ses chemins de fer pendant des années. *« Depuis la fin du XIXe siècle, l'Occident s'est affirmé comme la civilisation techno-scientifique par excellence, proposant ou imposant au reste du monde un mode de développement fondé sur l'innovation technologique comme principal moteur de croissance économique. Parce que nous l'assimilons de manière univoque au progrès humain, le progrès technique prime sur toute autre considération - politique, sociale, morale -, exception faite, parfois, des situations dans lesquelles l'humain lui-même devient en quelque sorte un matériau expérimental (cellules souches,*

---

<sup>4</sup> G. VANTHEMSCHE (1997), *Les paradoxes de l'Etat*, pp. 54-55.

*procréation assistée, etc.)* »<sup>5</sup>. Cette opinion parue à l'occasion de la récente catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon entendait rappeler que l'innovation technologique connaissait elle aussi des limites, notamment environnementales. Le pouvoir public créateur d'un service public y trouvera peut-être l'occasion de s'en souvenir lorsque les progrès futurs l'amèneront nécessairement à donner de nouveaux contours à l'intérêt général.

En ce qui concerne les modes et pratiques de gestion des services publics, il est incontestable que ceux-ci ont toujours été instrumentalisés par le pouvoir, nous avons écrit « à outrance » dans certains cas. En particulier lorsque le fonctionnement du service ou la stabilité financière de son gestionnaire ont été mis en danger, ou lorsqu'une trop forte bureaucratisation ou politisation menaçaient le service de sombrer dans un état semi-végétatif. C'est une deuxième constante historique. Il n'est pas en soi critiquable de mener, à l'aide d'entreprises publiques ou, au contraire, de larges compensations de service public distribuées à un ensemble d'entreprises privées concurrentes l'une de l'autre, des politiques étrangères au service, en particulier de soutien économique, social, culturel ou de protection de l'environnement, par exemple. Cette instrumentalisation le devient lorsqu'elle est préjudiciable pour le service, son utilisateur ou son gestionnaire. Le choix d'un mode de gestion doit donc s'appuyer sur les intérêts de tous les acteurs du service public, pas seulement de l'Etat en tant que pouvoir créateur.

Les deux constantes décrites ne nous paraissent donc en rien insurmontables. Dans les deux cas, les règles et principes que nous avons ébauchés dans notre théorie renouvelée du service public peuvent permettre de n'en garder que le meilleur : le bénéfice d'un service vraiment utile pour le plus grand nombre ; l'utilisation de modes de gestion les plus appropriés pour appuyer des politiques étatiques, mais pas au détriment des gestionnaires du service ou des utilisateurs. Le droit peut ici servir à corriger les erreurs du passé.

C'est d'ailleurs en ce sens que nous avons symboliquement suggéré le passage de la notion de service public à celle de *service d'intérêt général* empruntée au droit européen. Le même passage, au 18<sup>e</sup> siècle, de l'intérêt public à l'intérêt général avait en effet représenté un changement de paradigme dans l'action publique, non plus tournée vers les intérêts de l'Etat, mais vers ceux des citoyens. Le changement d'expression pourrait ainsi consacrer cette préoccupation si souvent mise en exergue d'améliorer le service au public.

\* \* \*

\*

Au-delà de ces suggestions politico-juridiques, les perspectives ouvertes par notre recherche nous semblent au moins aussi illimitées que les modes de gestion possibles d'un service public.

Dans un premier temps, il conviendrait d'approfondir en droit les propositions ici formulées à partir de l'histoire. Nous avons cité déjà quelques jurisprudences, quelques

---

<sup>5</sup> S. FOUCART, « Fukushima, un accident de civilisation », *Le Monde*, 9 avril 2011.

travaux parlementaires qui permettent d'appuyer les inflexions proposées à la théorie classique du service public, mais leur relevé n'a rien eu de systématique. Il faudrait vérifier également si ces propositions peuvent être étendue sans risques aux autres secteurs économiques où un service public a été érigé et, surtout, aux services publics non économiques. Du seul point de vue du droit administratif belge actuel, le travail est encore énorme, nous en sommes bien conscient. Il nous paraît néanmoins permettre déjà aux auteurs de doctrine, aux législateurs voire aux juges d'intégrer dans leur réflexion les propositions ici formulées, ou de s'y opposer.

Du point de vue de l'histoire, le champ de réflexion ouvert nous paraît encore plus large. Mille questions surgissent inmanquablement à la lecture de l'histoire de chacun des secteurs séparément, mais aussi étudiés ensemble, voire remis dans le contexte plus large de l'intervention économique de l'Etat. L'étude des raisons de l'intervention de l'Etat n'a pu qu'ébaucher l'impact des rapports de force sociaux qui se sont exercés au cours des deux siècles écoulés. De nombreuses institutions n'ont été qu'à peine évoquées ou citées. Les archives du 20<sup>e</sup> siècle, particulièrement après la Seconde Guerre mondiale, sont prometteuses. L'étude prosopographique des hauts administrateurs de l'Etat, mis à la tête des entreprises publiques qui ont régné sur ce siècle, serait également très utile à la compréhension de bien des évolutions décrites.

Parmi les questions qui nous taraudent encore, et auxquelles nous n'avons pas eu l'occasion de chercher une réponse, deux nous paraissent particulièrement mériter un approfondissement plus systématique, d'ailleurs susceptible d'intéresser largement au-delà des frontières nationales. La première est celle de la coopération internationale au 19<sup>e</sup> siècle. Son importance est étonnante et nous paraît, en histoire du droit à tout le moins, mal connue. Plusieurs fondements des liens juridiques actuels entre les Etats semblent pourtant pouvoir y être décelés. Les méthodes, les motifs, les acteurs mériteraient une analyse bien plus systématique que ce que nous avons pu proposer. La seconde reste davantage liée à la question du service d'intérêt général, dans ses relations avec la construction de l'Union européenne. A plusieurs reprises, des tentatives d'ériger des activités en service public au niveau européen n'ont pu aboutir, malgré que les règles de concurrence ne s'y opposent pas en tant que telles. Autour des réussites de EUTELSAT ou du projet Galileo, ainsi que de la croissance importante des agences européennes, tout un champ de recherche historique, politique et juridique nous paraît demeurer largement ouvert autour de la naissance d'un concept de service d'intérêt général de niveau européen.

Malgré toutes les frustrations que cela peut engendrer, il n'a cependant jamais été question d'épuiser un sujet aussi vaste que celui que nous avons traité. Au moment de la conclusion, nous pensons surtout avoir établi, ou rétabli un lien fort entre l'histoire et le droit. Un lien qui n'entend pas limiter ni l'un ni l'autre, mais plutôt leur permettre de s'appuyer l'un sur l'autre. L'historien avait incontestablement reconnu depuis longtemps l'utilité du champ juridique pour éclairer la recherche historique. Mais la réciproque était sans doute moins vraie. De ce point de vue en tout cas, nous espérons avoir fait œuvre utile.



# BIBLIOGRAPHIE

## *I. ARCHIVES*

### *Aux Archives générales du Royaume :*

Administration des Postes, 1<sup>e</sup> série. Documents comptables (1830-1965), n° 1, Etat général des recettes et des dépenses : 1830-1837, 1840, 1870-1880 ; 2<sup>e</sup> série. (1894-1965), n° 107 à 110, Envois injurieux ou contraires à l'ordre public et aux bonnes moeurs.

Archives de Belgacom et de ses prédécesseurs en droit, 1809-2001. Largement citées à l'aide des numéros de l'inventaire (non édité) réalisé par O. DE BRUYN en 2006, ces archives sont cependant en cours de renumérotation. Il y aura donc lieu d'adapter les références au moyen de l'inventaire qui sera publié.

Conseil des Ministres (archives du Conseil des Ministres formées par le Cabinet du Premier Ministre comme secrétariat du Conseil des Ministres), 1918-1940, n° 256, Dossiers relatifs à la création, la transformation et la fermeture de bureaux de poste ; n° 257, Dossiers relatifs à l'administration centrale des Postes et divers ; n° 259, Dossier relatif à la création de la Régie des Télégraphes et des Téléphones 1926-1930 ; n° 266, Missions à l'étranger pour les services des Postes, Télégraphes et Téléphones et l'administration des Communications.

Conseil des Ministres. Procès-verbaux des réunions, 1918 - 1979 - numérisées sur [www.arch.be](http://www.arch.be).

Groupe Philips en Belgique, 1919-1996, Filiales de Philips Belgium, n° 97, Société Belge Radio-électrique.

Ministère de la Justice, Administration de la Sûreté publique, Dossiers généraux, Régime français - 1914, n° 62, Service des messageries 1842-1851 ; n° 199, Télégraphe 1833-1899.

Papiers Charles Rogier, n° 342, Notes et documents sur l'hygiène publique, 1848-1852 ; n° 452 - 455, Correspondance et documents concernant les chemins de fer, 1832-1843.

### *Aux Archives du Ministère des Affaires étrangères :*

Archives africaines, Dossiers « contrats radio-télégraphie avec Goldschmidt (1911-1925) » et « Postes à onde courte au Congo : postes d'émissions-réceptions Goldschmidt (1926-1933) ».

Bibliothèque, DIP 4003, D. DE GARCIA DE LA VEGA, L'incident franco-belge et le protocole du 27 avril 1869.

*Archives de l'ancien Musée des Postes et Télécommunications*, provisoirement confiées aux Musées Royaux d'Art et d'Histoire au Cinquantenaire, et destinées à terme aux Archives générales du Royaume.

*Archives de l'ancien Musée des Postes et Télécommunications, Bibliothèque*, actuellement à la Maison de la philatélie, siège des asbl Pro-Post et Fédération royale des cercles philatéliques de Belgique ([www.frcpb.be](http://www.frcpb.be)).

n° 0008, O. SCHOKAERT, Renseignements sur l'histoire de la poste belge de 1830 à 1930. Aperçu historique fait à l'occasion du centenaire et complété ensuite [1950] ;

n° 0013 : L. BRONNE, Rapport sur le système de réforme introduit en Angleterre dans l'administration de la poste aux lettres et de son application en Belgique, 1841 ;

n° 0044 - 0045 : P. ROOMAN, ancien directeur de l'Administration des Postes, Mémoires, s.d.

*Archives de la Ville de Bruxelles, Bibliothèque,*

n° 15263 : Cahier des charges pour la mise en adjudication concours de l'installation et de l'exploitation d'un réseau de Radio-Distribution dans l'agglomération bruxelloise ;

n° 15264 : L'Intercommunale Bruxelloise de Radiodistribution, société coopérative. Statuts ;

n° 15265 : Contrat entre l'Intercommunale Bruxelloise de Radio-Distribution et l'exploitant.

## **II. SOURCES ÉDITÉES ET/OU NUMÉRISÉES**

*Archive of European Integration*, <http://aei.pitt.edu>.

*Annales parlementaires*, Chambre des représentants, 1844 – courant (numérisées sur [www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)).

*Annales parlementaires*, Sénat, 1847 – courant (numérisées sur [www.senat.be](http://www.senat.be)).

*Annuaire statistique de la Belgique*, Bruxelles, 1900-1990.

*Arrêts de la Cour constitutionnelle de Belgique*, 1984 – courant, <http://www.courconstitutionnelle.be>.

*Arrêts du Conseil d'Etat de Belgique*, 1994 – courant, <http://www.raadvst-consetat.be>.

*Base de données de jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne*, <http://curia.europa.eu>.

*Base de données HUDOC - Portail de la Cour européenne des droits de l'homme*, <http://www.echr.coe.int/echr/fr/hudoc> (comprenant également la jurisprudence de l'ancienne Commission européenne des droits de l'homme).

*Bulletin des arrêtés et actes du gouvernement provisoire de la Belgique*, Bruxelles, Weissenbruch Père, 1830-1831, 2 vol.

*Collection des circulaires de l'administration des postes de Belgique du 27 septembre 1830 au 31 décembre 1850*, Bruxelles, Administration des postes, 1851, 8 vol.

COMITÉ CONSULTATIF POUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS, *Rapport annuel*, 1994 – courant.

COMMISSARIAT ROYAL AU PROBLÈME DE L'EAU, *La politique de l'eau en Belgique*, Bruxelles, Services du Premier Ministre, 1968.

COMMISSARIAT ROYAL AU PROBLÈME DE L'EAU, *Le problème de l'eau. Rapport final du Commissaire royal*, Bruxelles, Services du Premier Ministre, 1969.

COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE, *Statistique générale de la Belgique. Exposé de la situation du Royaume :*

- (*période décennale de 1841-1850*), Bruxelles, Lesigne, 1852.
- (*période décennale de 1851 à 1860*), Bruxelles, Lesigne, 1865, 3 vol.
- *de 1861 à 1875*, Bruxelles, Lesigne, 1885, 2 vol.
- *de 1876 à 1900*, Bruxelles, Becquart-Arien et Picquart, 1907-1912, 3 vol.

Précédé par LIEDTS C., *Résumé des rapports sur la situation administrative des provinces et des communes pour 1840*, publié dans le *Moniteur belge*, 1841, n° 91, 97, 98, 101, 105, 107 à 110, 114, 115, 117, 119, 125, 128, 130, 134, 135, 137, 138, 140, 144, 147, 155, 158, 164, 167, 182, 187, 190, 191, 197 et 211.

COMPAGNIE BELGE DU TÉLÉPHONE BELL, *Mémoire sur la situation faite par le gouvernement aux promoteurs de la téléphonie en Belgique*, Bruxelles, La cote libre, 1881.

Compte rendu des opérations des chemins de fer de l'Etat, *Documents parlementaires*, Chambre, 1834 – 1913 (étendu progressivement à d'autres compétences des ministères successivement compétents : les postes, les télégraphes, les téléphones, la marine, l'électricité) (numérisés sur [www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)).

CONSEIL DE L'EUROPE, *Recueil des travaux préparatoires de la Convention européenne des droits de l'homme*, La Haye, Boston, Londres, Dordrecht, Lancaster, Martinus Nijhoff, 1975-1985, 8 vol.

- DE CROO H., *Belgique : « Nation Service ». Communications et P.T.T. – Années de politique en des temps difficiles*, Bruxelles, Ministère des Communications et P.T.T., 1985.
- DEMEUR A., *Les sociétés commerciales de la Belgique : actes et documents : statuts, documents divers, jurisprudence, années 1879-1884*, Bruxelles, Chez l'Editeur, s.d.
- Documents*, Conférences de l'Union internationale télégraphique, conférences radiotélégraphiques, conférences de l'Union internationale des Télécommunications, 1865 – courant (numérisés sur [www.itu.int](http://www.itu.int) jusqu'en 1947).
- Documents*, Conférences de l'Union postale universelle, Berne, Bureau international, 1874 – courant.
- Documents*, Parlement de la Communauté française de Belgique, 1970 – courant (numérisés sur [www.pcf.be](http://www.pcf.be)).
- Documents*, Parlement wallon, 1980 – courant (partiellement numérisés sur [www.parlement.wallonie.be](http://www.parlement.wallonie.be)).
- Documents de l'Organisation des Nations Unies*, <http://www.un.org/fr/documents/index.shtml>.
- Documents et instructions relatifs à l'assainissement des lieux insalubres*, Bruxelles, Deltombe, 1849.
- Documents parlementaires*, Chambre des représentants, 1831 – courant (numérisés sur [www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)).
- Documents parlementaires*, Sénat, 1834 – courant (numérisés sur [www.senat.be](http://www.senat.be)).
- EUR-Lex. L'accès au droit de l'Union européenne*, <http://eur-lex.europa.eu>.
- European Navigator – The history of a united Europe on the Internet*, <http://www.ena.lu>.
- FENET P.A., *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, t. 11, Paris, Videcoq, 1836 – disponible sur <http://gallica.bnf.fr>.
- HUYTTENS E., *Discussions du Congrès national de Belgique 1830-1831; précédées d'une introduction et suivies de plusieurs actes relatifs au gouvernement provisoire et au Congrès*, Bruxelles, Société typographique belge, 1844-1845, 5 vol.
- Instruction générale sur le service des postes aux lettres*, Gand, Vanderhaeghe-Maga, 1831.
- Instruction générale sur le service des postes*, Bruxelles, Mertens, 1885, 5 vol.
- Juridat*, Jurisprudence des cours et tribunaux de Belgique, <http://jure.juridat.just.fgov.be>.
- Moniteur belge*, 16 juin 1831 – courant (numérisé à partir de 1997 sur [www.moniteur.be](http://www.moniteur.be)).
- OBSERVATOIRE EUROPÉEN DE L'AUDIOVISUEL, *10 ans de transparence dans le secteur de l'audiovisuel*, Strasbourg, 2002 – disponible sur [www.obs.coe.int](http://www.obs.coe.int).
- Pasinomie, ou collection complète des lois, décrets, arrêtés et réglemens généraux qui peuvent être invoqués en Belgique*,
- 1<sup>e</sup> série, *Lois françaises antérieures à 1789 – 1813*, Bruxelles, Tarlier, 1833 – 1837, 16 tomes.
  - 2<sup>e</sup> série, *1814 – 1830*, Bruxelles, Société typographique belge, 1837 – 1842, 9 tomes.
  - 3<sup>e</sup> série, *1830 – 1865*, Bruxelles, Tarlier, puis Bureau de la Pasinomie, puis Meline, puis Bruylant-Christophe & Cie, 1833-1865, 35 tomes.
  - 4<sup>e</sup> à 8<sup>e</sup> série [une série par règne, ndla], Bruxelles, Bruylant, 1865 – courant (novembre 2000 paru en février 2010).
- Portail Histoire de l'Union internationale des Télécommunications (UIT)*, [www.itu.int](http://www.itu.int).
- Recueil des circulaires, instructions et autres actes émanés du ministère de la justice ou relatifs à ce département*, 1795 - 1970 (numérisés sur <http://extranet.arch.be>).
- Régie des télégraphes et des téléphones de Belgique, 1930-1955*, Bruxelles, s.n., 1955.
- RÉGIE DES POSTES, *Rapport annuel*, Bruxelles, 1971 – 1991.
- Règlement pour l'établissement des postes, pour la communication des villes et provinces de sa majesté en ces pays*, Bruxelles, Fricx, 1701 – disponible sur <http://opteron1.kbr.be/lotpubf.htm>.
- Résultats électoraux – Site officiel des résultats électoraux belges (1848-2009)*, Ministère de l'Intérieur, Politique scientifique fédérale, Vrije Universiteit Brussel, <http://www.ibzdgip.fgov.be/result/fr/main.html>.

- SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ECONOMIE, *Le secteur belge de la télédistribution*, Bruxelles, 2007.
- SOHET D.F., *Instituts de droit ou Sommaire de Jurisprudence canonique, civile, féodale et criminelle, pour les Pays de Liège, de Luxembourg, Namur & autres*, Namur-Bouillon, A. Foissy, 1770-1772, 5 livres, réimpr. anastatique Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1996 (Reprints, 13).
- Société nationale des distributions d'eau 1914-1964*, Plaque commémorative, Liège, Association intercommunale de mécanographie, 1964, 52p.
- SOCIÉTÉ WALLONNE DES DISTRIBUTIONS D'EAU, *De la S.N.D.E. à la S.W.D.E. 1913-1991*, Verviers, Société wallonne des distributions d'eau, 1991.
- SOCIÉTÉ WALLONNE DES DISTRIBUTIONS D'EAU, *La Société wallonne des eaux a 20 ans. SWDE 1986-2006*, Verviers, Société wallonne des distributions d'eau, 2006.
- Stukken*, Vlaams Parlement, 1970 – courant (numérisés sur [www.vlaamsparlement.be](http://www.vlaamsparlement.be)).
- VALCKE E., *Le problème de l'eau en Belgique*, Bruxelles, Ministère des Travaux publics, 1964.
- VAN OVERLOOP I., *Exposé des motifs de la Constitution belge*, Bruxelles, Goemaere, 1864.
- UNION POSTALE UNIVERSELLE, *Constitution. Règlement général. Règlements intérieurs. Statut juridique de l'UPU. Commentés par le Bureau international de l'UPU*, Berne, Bureau international de l'Union postale universelle, 2010 – disponible sur [www.upu.int](http://www.upu.int).

### III. DOCTRINE JURIDIQUE

- ALEN A., DEVROE W., *Verzelfstandiging van bestuursstaken in België*, Deventer, W.E.J. Tjeenk Willink, 1999.
- ANDERSEN R., *La réglementation des prix en droit belge. Etude critique de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 – loi sur la réglementation économique et les prix*, Bruxelles, Larcier, 1977.
- APPELMANS D., PETILLION F., « Liberalisering postsector », *Nieuw juridisch Weekblad*, 2009, pp. 479-485.
- BAETEN S., *De overheid als ondernemer*, Brugge, die Keure, 2003.
- BAQUERO CRUZ, « Beyond Competition : Services of General Interest and European Community Law », in *EU Law and the Welfare State*, G. DE BURCA (dir.), Oxford University Press, 2005, pp. 169-212.
- BARBEAUX M., BEUMIER M., *Administration, parastataux et réforme de l'Etat*, Namur, Faculté de Droit de Namur, 1989.
- BARBET P., « Le marché des noms de domaine à l'aube du « Big Bang » de la libéralisation », *Revue internationale de droit économique*, 2010, pp. 373-393.
- BATSELÉ D., MORTIER T., SCARCEZ M., *Manuel de droit administratif*, Bruxelles, Bruylant, 2010.
- BAUDRY-LACANTINERIE G., *Traité théorique et pratique de droit civil*, t. VI, *Des biens*, 3<sup>e</sup> éd., Paris, Sirey, 1905.
- BAZZANELLA S., GERARD Ph., *Télécommunications et audiovisuel : convergence de vues ?*, Bruxelles, la Charte, 1997.
- BELLEFLAMME F., « La concession de service public : quel renouveau ? », dans H. DUMONT, P. JADOU, B. LOMBAERT, F. TULKENS, S. VAN DROOGHENBROEK, *Le service public*, Bruxelles, la Charte, 2009, vol. 1, pp. 531-586 (Bibliothèque de droit administratif, 10).
- BELLEFLAMME F., « Les A.S.B.L. des pouvoirs publics », dans P. JADOU, B. LOMBAERT, F. TULKENS (dir.), *Le paraétatisme. Nouveaux regards sur la décentralisation fonctionnelle en Belgique et dans les institutions européennes*, Bruxelles, la Charte, 2010, pp. 247-306 (Bibliothèque de droit administratif, 11).
- BELTJENS G., *La Constitution belge révisée, annotée au point de vue théorique et pratique de 1830 à 1894*, Liège, Jacques Godenne, 1894 (Encyclopédie du Droit civil belge, 2<sup>e</sup> partie).

- BELTIENS G., *Encyclopédie du droit commercial belge*, 2<sup>e</sup> éd., Bruxelles – Paris, Bruylant – L.G.D.J., 1910 – 1927, 4 tomes.
- BERTHÉLÉMY H., *Traité élémentaire de droit administratif*, Paris, Rousseau, 1908.
- BIGOT G., « Les faillites conceptuelles de la notion de service public en droit administratif », *Revue française de droit administratif*, 2008, pp. 1-6.
- BIRKINSHAW P., VARNEY M. (dir.), *The European Union Legal Order after Lisbon*, Alphen aan den Rijn, Kluwer Law International, 2010 (European Monographs, 70).
- BOCKEL A. (dir.), *Léon Duguit et le service public aujourd'hui*, Istanbul, Galatasaray Üniversitesi Yayınları, 1998.
- BOSLY H., DEL MARMOL Ch., GOOSSENS Ch., *Répertoire bibliographique du droit belge*, t. I, 1919-1945, t. II, 1946-1955, t. III, 1956-1960, t. IV, 1961-1970, Liège, Presses universitaires de Liège, 1947 - 1972.
- BOUAL J.C., « Les services d'intérêt général dans le Traité constitutionnel de l'Union européenne », dans *Les services publics et l'espace mondialisé*, Pyramides, n° 9, 2005, pp. 31-48.
- BOUCQUEY P., OST V., « La domanialité publique à l'épreuve des partenariats public-privé », dans B. LOMBAERT (dir.), *Les partenariats public-privé (P.P.P.) : un défi pour le droit des services publics*, Bruxelles, la Charte, 2005, pp. 231-316.
- BOUCQUEY P., DE BROUX P.O., « Les recours juridictionnels contre les décisions des autorités de régulation », dans H. DUMONT, P. JADOUL, S. VAN DROOGHENBROECK, *La protection juridictionnelle du citoyen face à l'administration*, Bruxelles, la Charte, 2007, pp. 209-314.
- BOUCQUEY P., « Le développement de la régulation », dans E. GILLET (dir.), *Les pouvoirs publics dans un monde en mutation*, Bruxelles, Kluwer, 2010, pp. 117-132.
- BOUVIER Ph., *Eléments de droit administratif*, Bruxelles, De Boeck Université, 2002.
- BOVIS C., « The State, Competition and Public Services », dans P. BIRKINSHAW, M. VARNEY (dir.), *The European Union Legal Order after Lisbon*, Alphen aan den Rijn, Kluwer Law International, 2010, pp. 137-154.
- BRACONNIER S., *Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et droit administratif français*, Bruxelles, Bruylant, 1997.
- BRACONNIER S., *Droit des services publics*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, PUF, 2007.
- BREES E., *Les régies et les concessions communales de Belgique*, Bruxelles, Misch et Thron, 1906.
- BROUHNS G., *Les conventions à moyen terme et à long terme passées par la régie des télégraphes et des téléphones dans le domaine des télécommunications*, Bruxelles, Ministère des Finances, 1975.
- BROUHNS G., *Introduction au droit public belge et européen de l'économie*, Bruxelles, Larcier, 2003.
- BRUNARD H., *De la téléphonie. Commentaire de la loi du 11 juin 1883*, Bruxelles, Ferdinand Larcier, 1884.
- BRUNO M.A., « Livre XXII. Des postes », dans *Code administratif de Belgique*, t. III, Bruxelles, Hayez, 1844, pp. 455-653.
- BUTTGENBACH A., *Les modes de gestion des services publics en Belgique*, Bruxelles, Larcier, 1942.
- BUTTGENBACH A., *Théorie générale des modes de gestion des services publics en Belgique*, Bruxelles, Larcier, 1952.
- BUTTGENBACH A., *Manuel de droit administratif*, 2<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Larcier, 1959.
- CAMBIER C., *Droit administratif*, Bruxelles, Larcier, 1968.
- CASHMAN L., « La réglementation communautaire en matière d'eau : une vision d'ensemble », n° spécial de la revue *Aménagement-Environnement*, 1991, pp. 34-41.
- CHALTIEL F., « Les apports du traité de Lisbonne au service public », *Actualités juridiques – Droit administratif*, 2008, pp. 1575 et s.
- CHAUBERT L., *L'union postale universelle : son statut juridique, sa structure et son fonctionnement*, Berne, Herbert Lang, 1970.

- CHEFFERT J.M., « Le service universel : une notion à cerner pour un champ politique à identifier », dans *Service universel, concurrence et télécommunications*, Namur, CRID, 1999, pp. 5-31.
- CHEROT J.Y., *Droit public économique*, Paris, Economica, 2002.
- CHEROT J.Y., « Article II-96 – Accès aux services d'intérêt économique général », dans L. BURGORGUE-LARSEN, A. LEVADE, F. PICOD, *Traité établissant une Constitution pour l'Europe*, Partie 2, *La Charte des droits fondamentaux de l'Union*, Bruxelles, Bruylant, 2005, pp. 472-482.
- CHEVALLIER J., *L'élaboration historique du principe de séparation de la juridiction administrative et de l'administration active*, Paris, L.G.D.J., 1970.
- CHEVALLIER J., *Le service public*, 3<sup>e</sup> éd., Paris, PUF, 1994 (Que sais-je ?).
- CHEVALLIER J., « Le service public : regards sur une évolution », *Actualités juridiques – Droit administratif*, 1997, pp. 8-15.
- CHEVALLIER J., *L'Etat post-moderne*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, L.G.D.J., 2004 (Droit et société, n° 35).
- CONSEIL D'ETAT, *L'eau et son droit*, Paris, La Documentations Française, 2010 (Etudes et documents du Conseil d'Etat, n° 61) – disponible sur [www.conseil-etat.fr](http://www.conseil-etat.fr).
- COOLSAET S., « De (Belgische) postsector: juridisch stand van zaken », *Rechskundig weekblad*, 2001-2002, pp. 1413-1424.
- COPPIETERS 'T WALLANT Q., LIEVENS E., QUECK R., STEVENS D., VALCKE P., « Le nouveau cadre réglementaire des communications électroniques: une avancée significative sur un terrain incertain? », *Revue du droit des technologies de l'information*, 2006, pp. 69-105.
- CRABBE V., « Introduction à l'histoire du droit de l'entreprise publique en Belgique », *Res Publica*, vol. VI, 1964/2, pp. 125-144.
- CRABBE V., « Les avatars du conseil de direction de la Régie des postes », note sous C.E., arrêt n° 22.425 du 5 juillet 1982, *Administration publique trimestrielle*, 1982, pp. 204-212.
- DABIN J., *La Doctrine générale de l'Etat*, Bruxelles, Bruylant, 1939.
- DANAN, Y.M., *Histoire postale et libertés publiques, le droit de libre communication des idées et opinions par voie de correspondance*, Paris, L.G.D.J., 1965.
- DAYAN E., « L'évolution des services postaux dans le cadre des services d'intérêt général : une perspective internationale », dans J.V. LOUIS, S. RODRIGUES (dir.), *Les services d'intérêt économique général et l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 303-308.
- DE BACKER A., « Question constitutionnelle en matière de contravention aux décrets, lois et arrêtés sur le transport des lettres et paquets », *La Belgique judiciaire*, 1843, col. 687-690.
- DEBANDE O., MONAMI E., « La réglementation des chemins de fer dans l'Union européenne », dans M. DONY (dir.), *Les services publics et l'Europe : entre concurrence et droits des usagers*, Bruxelles, Institut d'Etudes européennes – Université Libre de Bruxelles, 1997, pp. 215-257.
- DEBÈNE M., RAYMUNDIE O., « Du service d'intérêt économique général au service universel : quels services publics pour le marché unique ? », *Actualités juridiques – Droit administratif*, 1996, pp. 183 et s.
- DE BEYS J., « Aide d'Etat et financement des services publics : un bilan après l'adoption du paquet post-Altmark », dans P. BAUBY, H. COING, A. DE TOLÉDO (dir.), *Les services publics en Europe. Pour une régulation démocratique*, Paris, Publisud, 2007, pp. 191-204.
- DE BEYS J. *Droit européen des aides d'Etat et intérêt général. Le contrôle des politiques nationales d'intervention économique par la Commission européenne*, thèse de doctorat inédite, Louvain-la-Neuve, 2008 – disponible sur <http://dial.academielouvain.be>.
- DE BEYS J., DUBOIS C., « Le financement des services publics et le contrôle des aides d'Etat », dans H. DUMONT, P. JADOUL, B. LOMBAERT, F. TULKENS, S. VAN DROOGHENBROEK, *Le service public*, Bruxelles, la Charte, 2009, vol. 1, pp. 83-116 (Bibliothèque de droit administratif, 10).
- DE BEYS J., « Les agences européennes : quels objectifs, quelles modalités, quels défis ? », dans P. JADOUL, B. LOMBAERT, F. TULKENS (dir.), *Le paraétatisme. Nouveaux regards sur la décentralisation fonctionnelle en Belgique et dans les institutions européennes*, Bruxelles, la Charte, 2010, pp. 561-580 (Bibliothèque de droit administratif, 11).

- DE BROUCKÈRE C., TIELEMANS F., *Répertoire de l'administration et du droit administratif de la Belgique*, Bruxelles, Weissenbruch Père, 1834-1856, 8t.
- DE BROUX P.O., « De Camu à Copernic : l'évolution de la fonction publique en Belgique », *Administration Publique Trimestriel*, 2005/3-4, pp. 158-177.
- DE BROUX P.O., « Historique et transformation de la notion de service public à la lumière du droit européen », dans H. DUMONT, P. JADOUL, B. LOMBAERT, F. TULKENS, S. VAN DROOGHENBROEK, *Le service public*, Bruxelles, la Charte, 2009, vol. 1, pp. 1-56 (Bibliothèque de droit administratif, 10).
- DE BROUX P.O., « Une brève histoire de la notion belge de "service public" : de la France à l'Europe », dans D. HEIRBAUT, X. ROUSSEAU, A. WIJFFELS, *Histoire du droit et de la justice. Une nouvelle génération de recherches*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2009, pp. 613-630.
- DE BROUX P.O., DELGRANGE X., « L'évolution de la protection juridictionnelle des gouvernés face aux gouvernants en Belgique de 1830 à nos jours », *Cahiers du Centre de recherches en histoire du droit et des institutions*, 2009/1, pp. 99-118.
- DE BROUX P.O., « Introduction à la décentralisation administrative : évolutions théoriques et pratiques politiques », dans P. JADOUL, B. LOMBAERT, F. TULKENS (dir.), *Le paraétatisme. Nouveaux regards sur la décentralisation fonctionnelle en Belgique et dans les institutions européennes*, Bruxelles, la Charte, 2010, pp. 1-32 (Bibliothèque de droit administratif, 11).
- DE BRUYCKER Ph., DRUMAUX A., NUCHELMANS D., QUERTAINMONT Ph. (dir.), *Les entreprises publiques autonomes. La nouvelle loi du 21 mars 1991*, Bruxelles, Bruylant, 1992.
- DE COSTER S.P., « Les radios privées en Communauté française et le Conseil d'Etat », *Administration publique trimestriel*, 1998, pp. 12-41.
- DE CROMBRUGGHE B., POULLET Y., « La réglementation des télécommunications en Belgique », *Administration publique trimestriel*, 1986/3, pp. 187-215 (et 1987 pp. 17-29 ?).
- DE FOOZ J., *Le droit administratif belge*, Tournai, Casterman, 1859-1866, 4 vol – disponible sur <http://books.google.be>.
- DEFREYNE E., JONGEN F., « Quelle légitimité pour le service public de l'audiovisuel », dans H. DUMONT, P. JADOUL, B. LOMBAERT, F. TULKENS, S. VAN DROOGHENBROEK, *Le service public*, Bruxelles, la Charte, 2009, vol. 1, pp. 297-325 (Bibliothèque de droit administratif, 10).
- DE GÉRANDE J.M., *Institutes du droit administratif français, ou éléments du Code administratif*, Paris, Nève, 1829-1836.
- DE GROOF J., « Le droit à l'information et le devoir d'objectivité du service public de la radiodiffusion », *Administration publique trimestriel*, 1985/4, pp. 265-289.
- DEHOUSSE F., « La politique européenne des télécommunications », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1493-1494, 1995.
- DEHOUSSE F., « La politique européenne de l'audiovisuel », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1525-1526, 1996.
- DEHOUSSE F., GALER B., « La politique européenne du rail », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1544, 1996.
- DEHOUSSE F., GILLEROT D., « La réglementation belge des télécommunications de 1876 à 1996 », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1552-1553, 1997.
- DEHOUSSE F., ZGAJEWSKI T., « Le basculement du marché belge des télécommunications dans la concurrence totale : les nouvelles perspectives ouvertes par la loi du 19 décembre 1997 », *Journal des tribunaux*, 1999, pp. 73-87.
- DEHOUSSE F., ZGAJEWSKI T., « La nouvelle réglementation belge des télécommunications. Quel rôle pour les pouvoirs publics ? », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1631-1632, 1999.
- DEHOUSSE F., ZGAJEWSKI T., « De l'UIT à l'OMC : les mutations du droit international des télécommunications », *Revue belge de droit international*, 1999, pp. 271-328.
- DEHOUSSE F., MACZKOVICS C., « L'ouverture du marché postal: réglementation européenne et application en Belgique », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1749-1750, 2002.

- DEHOUSSE F., GADISSEUR F., « La libéralisation du secteur ferroviaire et ses conséquences en Belgique », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1771-1772, 2002.
- DEHOUSSE F., ZGAJEWSKI T., « Le secteur des télécommunications en Belgique : quel bilan après cinq ans de concurrence », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1821-1822, 2003.
- DEHOUSSE F., ZGAJEWSKI T., « Le nouveau régime des communications électroniques en Belgique à la suite de la loi du 13 juin 2005 », *Journal des tribunaux*, 2006, pp. 537-544.
- DEHOUSSE F., VERBIEST Th., ZGAJEWSKI T., *Introduction au droit de la société de l'information*, Bruxelles, Larcier, 2007 (Droit des technologies).
- DELFORGE C., GERMAIN J.F., «Le consommateur et le service public : étude de droit privé », dans H. DUMONT, P. JADOU, B. LOMBAERT, F. TULKENS, S. VAN DROOGHENBROEK, *Le service public*, Bruxelles, la Charte, 2009, vol. 1, pp. 399-479 (Bibliothèque de droit administratif, 10).
- DELFORGE C., « L'usager consommateur et les services publics de nature économique. Quelques considérations générales sur l'application des protections classiques des consommateurs aux usagers du service public », *Droit de la consommation – Consumentenrecht*, n° 86, 2010, pp. 3-67.
- DELGRANGE X., DETROUX L., DUMONT H., « La régulation en droit public », dans B. JADOT, F. OST (dir.), *Elaborer la loi aujourd'hui, mission impossible ?*, Bruxelles, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 1999, pp.
- DELGRANGE X., « S.O.S Bonheur », *Revue critique de jurisprudence belge*, 2005, pp. 26-82.
- DELGRANGE X., DETROUX L., « Les limites constitutionnelles à la privatisation », dans B. LOMBAERT (dir.), *Les partenariats public-privés (P.P.P.) : un défi pour le droit des services publics*, Bruxelles, la Charte, 2005, pp. 33-86.
- DE LOCHT P. « Le régime juridique actuel du service universel dans le domaine des télécommunications », dans *Service universel, concurrence et télécommunications*, Namur, CRID, 1999, pp. 35-50.
- DELPÉRÉE F., « Radio et télévision en Belgique », dans Ch. DEBBASCH (dir.), *Radio et télévision en Europe*, Paris, C.N.R.S., 1985, pp. 65-79.
- DELPÉRÉE F., *Le droit constitutionnel de la Belgique*, Bruxelles – Paris, Bruylant – L.G.D.J., 2000.
- DELPÉRÉE F. (dir.), *Le principe de subsidiarité*, Bruxelles, Bruylant, 2002.
- DELPÉRÉE F., « A propos des archives parlementaires », *Revue belge de droit constitutionnel*, 2010, pp. 3-13.
- DE LUYCK E., « Vrijheid van mening, vrijheid van meningsuiting en personen in openbare dienst », *Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen en Publiekrecht*, 1980, pp. 21 et s.
- DELVAX D., « Flux et reflux de la jurisprudence relative à la notion d'autorité administrative », *Administration publique trimestrielle*, 2001, pp. 196-215
- DELVAX D., « Les contrôles administratifs pesant sur les autorités administratives indépendantes », *Rev. dr. ULB*, n° 37, 2008, pp. 107-136.
- DEMOLOMBE C., *Cours de Code civil*, t. 6, *Des servitudes ou services fonciers*, Bruxelles, J. Stienon, 1856.
- DE NAUW A., « Het afluisteren van telefoongesprekken op bevel van de onderzoeksrechter », *Rechtskundig Weekblad*, 1982-1983, pp. 2369-2380.
- DÉOM D., *Le statut juridique des entreprises publiques*, Bruxelles, Story-Scientia, 1990.
- DÉOM D., « Origine et développement des services publics organiques dans l'audiovisuel », dans F. JONGEN (dir.), *Médias et service public*, Bruxelles, Bruylant, 1992, pp. 37-48.
- DÉOM D., « Les contraintes de droit public qui pèsent sur les entreprises publiques autonomes », dans Ph. DE BRUYCKER, A. DRUMAU, D. NUCHELMANS, Ph. QUERTAINMONT (dir.), *Les entreprises publiques autonomes. La nouvelle loi du 21 mars 1991*, Bruxelles, Bruylant, 1992.
- DÉOM D., « Les instruments du droit administratif à l'épreuve des "partenariats public-privé" (P.P.P.) », dans B. LOMBAERT (dir.), *Les partenariats public-privé (P.P.P.) : un défi pour le droit des services publics*, Bruxelles, la Charte, 2005, pp. 189-230 (Bibliothèque de droit administratif, 4).
- DE PAGE H., *Traité élémentaire de droit civil belge*, t. III, *Les obligations (seconde partie)*, 3<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Bruylant, 1967.

- DE POVER J., « De watervoorziening », dans *De intercommunales*, Bruges, Vanden Broele, 1992, pp. 87-102.
- DE ROY D., QUEECK R., « De la téléphonie vocale aux offres publiques d'acquisition – Vers un droit de la régulation ? », *Journal des tribunaux*, 2003, pp. 554 et s.
- DE ROY D., « Le principe de continuité du service public et la situation de l'utilisateur », *Revue critique de jurisprudence belge*, 2005, pp. 207-249.
- DE ROY D., « Le pouvoir réglementaire des autorités administratives indépendantes en droit belge », dans *Rapports belges de l'Académie internationale de droit comparé* (Utrecht), Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 711-751.
- DE ROY D., « Le service public dans la tourmente », *Journal des tribunaux*, 2007, pp. 304-305.
- DE ROY D., « La nature des prétentions de l'utilisateur au bénéfice des prestations de service public : essai de typologie », dans H. DUMONT, P. JADOUL, B. LOMBAERT, F. TULKENS, S. VAN DROOGHENBROEK, *Le service public*, Bruxelles, la Charte, 2009, vol. 1, pp. 481-530.
- DE ROY D., « Les contrats d'administration et de gestion : instruments d'autonomie et de contrôle ? » dans P. JADOUL, B. LOMBAERT, F. TULKENS (dir.), *Le paraétatisme. Nouveaux regards sur la décentralisation fonctionnelle en Belgique et dans les institutions européennes*, Bruxelles, la Charte, 2010, pp. 115-160 (Bibliothèque de droit administratif, 11).
- DE RYCKERE R., « L'instruction judiciaire et le secret des communications téléphoniques », *Revue de droit pénal*, 1907, p. 433.
- DE ROBIANO A., *Commentaire de la loi sur la police des cours d'eau non navigables, ni flottables*, Bruxelles, Alliance typographique, 1877.
- DE SADELEER N., « Les impôts et les redevances en matière d'eau en droit belge », n° spécial de la revue *Aménagement-Environnement*, 1991, pp. 51-61.
- DESCAMPS E., *Les Offices internationaux et leur avenir*, Bruxelles, Hayez, 1894.
- DESCAMPS E., *La neutralité de la Belgique, au point de vue historique, diplomatique, juridique et politique. Etude sur la Constitution des Etats pacifiques à titre permanent*, Bruxelles – Paris, Larcier – Pedone, 1902.
- DES CRESSONNIÈRES J., « L'inviolabilité du secret des lettres et les articles 87 et 88 du Code d'Instruction Criminelle », *La Belgique judiciaire*, 1889, col. 81-89.
- DE SMEDT P., GONSAELES G., HEYMAN J., MAES F., VAN BOCKSTAL P., VANDERSTRAETEN F., *Integraal waterbeleid in Vlaanderen*, Malines, Kluwer, 2004.
- DE STREEL A., QUEECK R., « Services d'intérêt économique général et communications électroniques », J.V. LOUIS, S. RODRIGUES (dir.), *Les services d'intérêt économique général et l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 339-385.
- DEVYS J., *Les chemins de fer de l'Etat belge*, Paris, Librairie nouvelle de droit et de jurisprudence, 1910.
- DEVROE W., *Privatisering en verzelfstandiging. Een verkenning vanuit nationaal en Europees economisch recht*, Thèse de doctorat inédite, Leuven, 2000.
- DE WILDE D'ESTMAEL T., « La politique de l'eau », dans M.A. LEJEUNE (dir.), *Le cadre de vie en Région wallonne*, Namur, la Charte, 1990, pp. 181-243.
- DE WILDE D'ESTMAEL T., « La protection des eaux souterraines en Région wallonne », n° spécial de la revue *Aménagement-Environnement*, 1991, pp. 26-33.
- DONY M., « Les notions de "service d'intérêt général" et "service d'intérêt économique général" », dans J.V. LOUIS, S. RODRIGUES (dir.), *Les services d'intérêt économique général et l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 3-38.
- DOUXCHAMPS Ch., « De la propriété des cours d'eau », *Revue de droit belge*, t. III, 1896 à 1900, Bruxelles, Bruylant-Christophe & Cie, 1900, pp. 241-280.
- DRUMAUX A., « La privatisation dans le secteur des équipements collectifs », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1136, 1986.
- DRUMAUX A., *Privatisation = Moins d'Etat ?*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 1988.

- DUGUIT L., *Les transformations du droit public*, Paris, Armand Colin, 1913.
- DUGUIT L., *Traité de droit constitutionnel*, Paris, Fontemoing, 1911-1914, 2 vol. ; et 3<sup>e</sup> éd., Paris, Boccard, 1927-1930, 5 vol.
- DUMONT C., « Le Conseil supérieur de l'audiovisuel, une autorité de régulation indépendante », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2054-2055, 2010.
- DUMONT D., *La responsabilité des personnes sans emploi en question. Une étude critique de la contractualisation des prestations sociales en droit belge de l'assurance-chômage et de l'aide sociale*, thèse de doctorat défendue aux Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles, 2010 (à paraître).
- DUMONT H., *Le pluralisme idéologique et l'autonomie culturelle en droit public belge*, Bruxelles, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 1996, 2 vol.
- DUMONT H., « La notion de souveraineté aujourd'hui : de l'absolu au relatif », *Cahiers du Centre de recherche en histoire du droit et des institutions*, n° 7, 1997, pp. 115-134.
- DUMONT H., STROWEL A. (dir.), *Politique culturelle et droit de la radio-télévision*, Bruxelles, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 1998.
- DUMONT H., « La Constitution et le contrôle parlementaire des délégations de pouvoirs aux autorités administratives. Pour un renouveau du régime parlementaire belge à l'heure de la gouvernance », dans *La Constitution : hier, aujourd'hui et demain*, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 59-70.
- DUMONT H., « Le mythe de la démythification en droit », *Journal des tribunaux*, 2007, pp. 290-292.
- DUMONT H., JADOU L., LOMBAERT B., TULKENS F., VAN DROOGHENBROEK S., *Le service public, 1. Le service public : passé, présent et avenir, et 2. Les 'lois' du service public*, Bruxelles, la Charte, 2009, 2 vol (Bibliothèque de droit administratif, 10).
- DUMONT H., « Conclusions générales. L'eupéanisation du droit des services publics, ou le service public entre menaces et renouveau », dans H. DUMONT, P. JADOU L., B. LOMBAERT, F. TULKENS, S. VAN DROOGHENBROEK, *Le service public*, Bruxelles, la Charte, 2009, vol. 2, pp. 327-359 (Bibliothèque de droit administratif, 10).
- DUMONT H., BAILLEUX A., « Esquisse d'une théorie des ouvertures interdisciplinaires accessibles aux juristes », *Droit et Société*, n° 75, 2010, pp. 275-293.
- DUROY S., *La distribution d'eau potable en France. Contribution à l'étude d'un service public local*, Paris, L.G.D.J., 1996.
- DURVIAUX A.L., « La sauvegarde des préoccupations d'intérêt général dans la régulation économique (en particulier : le service postal universel) », dans P. PELTZER, N. THIRION (dir.), *La régulation économique dans la vie des affaires*, Bruxelles, Bruylant, 2007, pp. 53-91 (Commission droit et vie des affaires – Faculté de droit de Liège).
- DURVIAUX A.L. « Le marché intérieur des services postaux (Brève présentation de la directive 2008/6/CE du Parlement et du Conseil du 20 février 2008 modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne l'achèvement du marché intérieur des services postaux de la Communauté) », *Revue européenne de droit de la consommation*, 2007-2008, n° 3, pp. 386-400.
- « Du secret des lettres confiées à la poste, selon le droit constitutionnel de l'Angleterre », *La Belgique judiciaire*, 1874, col. 1167-1168.
- EISENMANN Ch., « Deux théoriciens du droit : Duguit et Hauriou », *Revue philosophique*, 1930, pp. 231-279.
- ERRERA P., *Traité de droit public belge*, Paris, Giard & Brière, 1909 ; et 2<sup>e</sup> éd., Paris, Giard et Brière, 1918.
- FAIDER Ch., « L'autonomie communale », Discours de rentrée de la Cour de cassation du 15 octobre 1877, *Pasicrisie*, 1877, I, pp. 5-24.
- FALLON M., « La radio et la télévision face au juge européen », *Annales de droit de Louvain*, 1987, n° 1-2, pp. 162-167.
- FAVRESSE J.M., *Réglementation des prix et réglementation économique*, Bruxelles, Bruylant, 1977.
- FLAMME M.A., « Service public et puissance publique : mythes ou réalités ? », dans *Miscellanea W.J. Ganshof van der Meersch*, t. III, Bruxelles, Bruylant, 1972, pp. 477-492.

- FLAMME M.A., *Législation industrielle ou droit administratif de l'économie*, 4<sup>ème</sup> éd., 2<sup>e</sup> tirage, Bruxelles, Presses Universitaires de Bruxelles, 1984-1985, 2 vol.
- FLAMME M.A., *Droit administratif*, Bruxelles, Bruylant, 1989, 2 vol.
- FRISON-ROCHE M. A., *Etude dressant un bilan des autorités administratives indépendantes*, annexe au *Rapport sur les autorités administratives indépendantes*, Paris, Office parlementaire d'évaluation de la législation, 15 juin 2006, Sénat français, sess. 2005-2006, n° 404 – disponible sur [www.senat.fr](http://www.senat.fr).
- FRISON-ROCHE M.A., *Les 100 mots de la régulation*, Paris, P.U.F., 2011 (Que sais-je ?, n° 3871).
- GENDEBIEN J., « Des chemins de fer en Belgique. Du cahier des charges des chemins de fer concédés », *La Belgique judiciaire*, 1863, col. 1494.
- GÉRADIN D. (dir.), *The liberalization of State Monopolies in the European Union and beyond*, La Haye, Kluwer law international, 2000 (European Monographs, 23).
- GÉRADIN D. (dir.), *The liberalization of postal services in the European Union*, La Haye, Kluwer law international, 2002 (European Monographs, 34).
- GÉRADIN D., LUFF D. (dir.), *The WTO and global convergence in telecommunications and audio-visual services*, New York, Cambridge, 2004.
- GÉRARD Ph., OST F., VAN DE KERCHOVE M. (dir.), *L'accélération du temps juridique*, Bruxelles, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 2000.
- GIRARDIN J.M., « Législation spéciale des télégraphes en Belgique », *Annales des travaux publics de Belgique*, t. XXVI, 1868, pp. 113-140 – disponible sur <http://books.google.be>.
- GIRON A., *Essai sur le droit communal de la Belgique*, Bruxelles, Bruylant-Christophe & Cie, 1862.
- GIRON A., *Le droit public de la Belgique*, Bruxelles, A. Manceaux, 1884.
- GIRON A., *Le droit administratif de la Belgique*, Bruxelles, Bruylant-Christophe, 1881, 2t.
- GIRON A., *Le droit administratif de la Belgique*, 2<sup>e</sup> éd. revue et augmentée, Bruxelles, Bruylant-Christophe, 1885, 3t.
- GIRON A., *Dictionnaire de droit administratif et de droit public*, Bruxelles, Bruylant-Christophe & Cie, 1895-1896, 3t.
- GOFFAUX P., *L'inexistence des privilèges de l'administration et le pouvoir d'exécution forcée*, Bruxelles, Bruylant, 2002.
- GOFFAUX P., *Dictionnaire élémentaire de droit administratif*, Bruxelles, Bruylant, 2006.
- GORS B., « Le principe de mutabilité », dans H. DUMONT, P. JADOU, B. LOMBAERT, F. TULKENS, S. VAN DROOGHENBROEK, *Le service public*, Bruxelles, la Charte, 2009, vol. 2, pp. 105-175.
- GOTZEN M., *Vrijheid van beroep en bedrijf en onrechtmatige mededinging: een poging tot nadere omlijning van de wettelijke grondslagen en de inhoud van het onrechtmatigheidsbegrip naar Belgisch algemeen mededingingsrecht*, Bruxelles, Larcier, 1963.
- GRARD L., VANDAMME J., VAN DER MENSBRUGGHE Fr. (dir.), *Vers un service public européen*, Paris, ASPE Europe, 1996.
- GRARD L., « Place et signification de la charte des droits fondamentaux de l'Union pour le concept de services d'intérêt économique général », dans *L'accès aux services d'intérêt général*, Paris, ASPE, 2003, pp. 31 et s.
- GUÉDON M.J. (dir.), *Sur les services publics*, Paris, Economica, 1982.
- GUGLIELMI G.J. (dir.), *Histoire et service public*, Paris, PUF, 2004.
- GUGLIELMI G.J., « Les juristes, le service public et les entreprises publiques aux XIXe-XXe siècles », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 52, 2005, pp. 98-118.
- GUGLIELMI G.J., « Un service public universel ? », 29 octobre 2006, disponible sur [www.guglielmi.fr](http://www.guglielmi.fr).
- GUGLIELMI G.J., KOUBI G., avec la collaboration de G. DUMONT, *Droit du service public*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, Montchrestien, 2007 (Domat, droit public).

- GUISLAIN P., *Les privatisations : un défi stratégique, juridique et institutionnel*, Bruxelles, De Boeck Université, 1995.
- HACHEZ I., *Le principe de standstill dans le droit des droits fondamentaux : une irréversibilité relative*, Athènes – Bruxelles - Baden-Baden, Sakkoulas – Bruylant – Nomos Verlagsgesellschaft, 2008.
- HAURIOU M., *La gestion administrative*, Paris, Larose, 1899.
- HAURIOU M., *Précis de droit administratif et de droit public général*, 4<sup>e</sup> éd., Paris, Larose, 1900-1901.
- HAURIOU M., *Précis de droit administratif et de droit public général*, 12<sup>e</sup> éd., Paris, Sirey, 1933.
- HAUTPHENNE P., *Les associations de communes en Belgique*, Bruxelles, Union des villes et communes belges, 1966.
- HENRY A., *Administration et fonctionnaires. Essai de doctrine administrative*, Bruxelles, Robert Stoops, 1944.
- HEPP E., « De la correspondance privée, postale ou télégraphique, dans ses rapports avec le droit civil, le droit commercial, le droit administratif et le droit pénal », dans E. HEPP, *Acte public pour le doctorat, présenté à la Faculté de droit de Strasbourg et soutenu publiquement le samedi, 16 juillet 1864, à midi*, Strasbourg, Berger-Levrault, 1864, pp. 1-143 – disponible sur <http://books.google.be>.
- HERBIET M., « Les A.S.B.L. et la gestion privée des services publics », dans *Les A.S.B.L., évaluation critique d'un succès*, Gand, Story-Scientia, 1985, pp. 303-337 (XXXVII<sup>e</sup> séminaire de la Commission droit et vie des affaires de l'Université de Liège).
- HERBIET M., « Le principe de la liberté du commerce et de l'industrie et sa protection par le Conseil d'Etat », *Administration publique trimestriel*, 1987, pp. 177-215.
- HERBIET M., GABRIEL I., « Présentation des enjeux non juridiques des secteurs de l'eau et de l'énergie et tour d'horizon de la législation », *Revue de droit communal*, 2002/1, pp. 2-44.
- HERBIET M., DURVIAUX A.L., *Droit public économique*, Bruxelles, la Charte, 2008.
- HOCHSTEYN A., *Dictionnaire postal de la Belgique, ou Résumé alphabétique et chronologique des lois, décrets, arrêtés, règlements et décisions en matière de postes, depuis 1789 jusqu'en 1845*, Bruxelles, Stapleaux, 1846, 2 vol.
- HOUYET Y., « Les procédés de contrôle tutélaire sur l'action des entités décentralisées au sein de l'Etat fédéral », *Revue de droit de l'ULB*, 2008, pp. 51-80.
- ISTASSE J.F., « La société wallonne des distributions d'eau, une entreprise publique en mutation », *Administration publique trimestriel*, 1992, pp. 245-258.
- JACQUEMIN A., MAYSTADT Ph., MICHAUX B., « Politiques d'intervention de l'Etat et administration économique », dans J.M. FAVRESSE, M.A. FLAMME, A. JACQUEMIN (dir.), *Aspects juridiques de l'intervention des pouvoirs publics dans la vie économique*, Bruxelles, Bruylant, 1976, pp. 13-224.
- JACUBOWITZ E., BASTAITS C., « Les ASBL et les services publics organiques et fonctionnels », dans *ASBL et missions de services publics*, Les Dossiers d'ASBL Actualités, 2008, n° 6, Bruxelles, Edi.pro, 2008, pp. 79-100.
- JADOUL P., LOMBAERT B., TULKENS F. (dir.), *Le paraétatisme. Nouveaux regards sur la décentralisation fonctionnelle en Belgique et dans les institutions européennes*, Bruxelles, la Charte, 2010 (Bibliothèque de droit administratif, 11).
- JONGEN F., *Le droit de la radio et de la télévision*, Bruxelles, De Boeck Université, 1989.
- JONGEN F. (dir.), *Médias et service public*, Bruxelles, Bruylant, 1992.
- JONGEN F., *La police de l'audiovisuel. Analyse comparée de la régulation de la radio et de la télévision en Europe*, Bruxelles-Paris, Bruylant-L.G.D.J., 1994.
- JONGEN F. (dir.), *Le nouveau Conseil supérieur de l'audiovisuel*, Bruxelles, Bruylant, 1998.
- JONGEN F. (dir.), *La directive services de médias audiovisuels. Le nouveau cadre juridique de l'audiovisuel européen*, Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2010.
- JOURDAN P., « La formation du concept de service public », *Revue du droit public et de la science politique*, 1987, pp. 89-118.

- KARAYANNIS V.S., « Les services d'intérêt économique général dans le secteur postal : le cadre juridique européen », dans J.V. LOUIS, S. RODRIGUES (dir.), *Les services d'intérêt économique général et l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 309-338.
- KRENC F., « La loi de l'égalité des usagers du service public : une loi surannée ? », dans H. DUMONT, P. JADOUL, B. LOMBAERT, F. TULKENS, S. VAN DROOGHENBROEK, *Le service public*, Bruxelles, la Charte, 2009, vol. 2, pp. 177-229.
- LABYE C., *Essai sur la législation des cours d'eau non navigables ni flottables et sur les modifications dont elle est susceptible*, Bruxelles, Weissenbruch, 1853 – disponible sur <http://books.google.be>.
- LABYE C., *Législation des travaux publics en Belgique. Recueil complet des lois, règlements et arrêtés sur la matière*, 2<sup>e</sup> éd., Liège, Demarteau, 1876.
- LAFERRIÈRE E., *Traité de la juridiction administrative et des recours contentieux*, t. II, Paris, Berger-Levrault, 1889.
- LAFFERRANDERIE G., CROWTHER D. (dir.), *Outlook on Space Law Over the Next 30 Years*, La Haye, Kluwer Law International, 1997.
- LAGET-ANNAMAYER A., *La régulation des services publics en réseau. Télécommunication et électricité*, Bruxelles-Paris, Bruylant-L.G.D.J., 2002.
- « La radio et la télévision face au juge », *Annales de droit de Louvain*, 1987, n° 1-2.
- LAROCHE P., *Competition Law and Regulation in European Telecommunications*, Oxford – Portland, Hart Publishing, 2000.
- LAROCHE P., « Dealing with convergence at the international level », dans D. GÉRADIN, D. LUFF (dir.), *The WTO and global convergence in telecommunications and audio-visual services*, New York, Cambridge, 2004, pp. 390-422.
- LAURENT F., *Principes de droit civil*, 3<sup>e</sup> éd., Bruxelles-Paris, Bruylant-Christophe & Cie – Librairie A. Marescq, 1878, 33t.
- LEBEAU J., *Observations sur le pouvoir royal, ou examen de quelques questions relatives aux droits de la Couronne dans les Pays-Bas*, Bruxelles, Hauman, 1830.
- LE BRUN J. (dir.), *Dictionnaire des services publics*, Louvain-la-Neuve, Oyez, 1978 – s.d. (ouvrage à feuillets mobiles).
- LEMMENS P., « Het afluisteren van telefoongesprekken en het registreren van uitgaande en binnenkomende oproepen », *Rechtskundig Weekblad*, 1984-1985, pp. 1735-1739.
- LEPRINCE S., « Le Code wallon de l'eau et son incidence sur les attributions des communes », *Revue de droit communal*, 2005, liv. 4, pp. 2-29.
- LEPRINCE S., RENOY L., « Eau », dans *Répertoire pratique de droit belge, Complément X*, v° « Urbanisme et environnement », Bruxelles, Bruylant, 2007, pp. 1125-1148.
- LESPEDES J., « Réflexions sur la décentralisation et sur l'autonomie », *Revue de l'Administration et du Droit administratif de la Belgique*, 1939, 7<sup>e</sup> livraison, pp. 5 et s.
- LEURQUIN X., « La réglementation du prix de l'eau », *Administration publique trimestriel*, 1981, pp. 274-286.
- LEWALLE (1985), « Les A.S.B.L., moyen d'action des pouvoirs publics ? », dans *Les A.S.B.L., évaluation critique d'un succès*, Gand, Story-Scientia, 1985, pp. 249-300 (XXXVII<sup>e</sup> séminaire de la Commission droit et vie des affaires de l'Université de Liège).
- LEWALLE P., *Contentieux administratif*, 3<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Larcier, 2008.
- « Loi du 26 août 1913 instituant une société nationale des distributions d'eau », *Revue communale de Belgique*, 1913, pp. 289-295.
- LOISEL F., *Annuaire spécial des chemins de fer belges. Jurisprudence et législation usuelle*, Bruxelles, Victor Devaux, puis Bruylant-Christophe & Cie, 1867-1892, 15 vol.
- LOMBAERT B. (dir.), *Les partenariats public-privés (P.P.P.) : un défi pour le droit des services publics*, Bruxelles, la Charte, 2005.

- LOMBAERT B., DE BROUX P.O., « Le droit des finances publiques et la fiscalité à l'épreuve des partenariats public-privé (P.P.P.) », dans B. LOMBAERT (dir.), *Les partenariats public-privés (P.P.P.) : un défi pour le droit des services publics*, Bruxelles, la Charte, 2005, pp. 317-384.
- LOMBAERT B., « Le pouvoir hiérarchique comme mode de contrôle administratif », *Revue de droit de l'ULB*, 2008, pp. 137-167.
- LOMBAERT B., « La loi de continuité du service public, la grève des agents publics et le service minimum », dans H. DUMONT, P. JADOUL, B. LOMBAERT, F. TULKENS, S. VAN DROOGHENBROEK, *Le service public*, Bruxelles, la Charte, 2009, vol. 2, pp. 53-103.
- LOUIS J.V., RODRIGUES S. (dir.), *Les services d'intérêt économique général et l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2006.
- LYALL F., « The role of the International Telecommunication Union », dans G. LAFFERRANDERIE, D. CROWTHER (dir.), *Outlook on Space Law Over the Next 30 Years*, La Haye, Kluwer Law International, 1997, pp. 253-267.
- M., « De la falsification des enveloppes de lettres confiées à la poste », *Revue de droit belge*, t. II, 1891 à 1895, Bruxelles, Bruylant-Christophe & Cie, 1895, pp. 343-352.
- MACAR A., « Institutions communales », dans *Les Nouvelles, Lois politiques et administratives*, t. 1, Bruxelles, Editions Edmond Picard, 1933.
- MANITAKIS A., *La liberté du commerce et de l'industrie en droit belge et en droit français*, Bruxelles, Bruylant, 1979.
- MARCOU G., « De l'idée de service public au service d'intérêt général », dans F. MODERNE, G. MARCOU (dir.), *L'idée de service public dans le droit des Etats de l'Union européenne*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 365-411.
- MARCOU G., MODERNE F. (dir.), *L'idée de service public dans le droit des Etats de l'Union européenne*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- MARCOU G., MODERNE F. (dir.), *Droit de la régulation, service public et intégration régionale*, Paris, L'Harmattan, 2005, 2 tomes.
- MAST A., « Le statut juridique de la radio et les limites de la liberté d'expression », *Revue de droit international et de droit comparé*, 1958, pp. 411-422.
- MAST A., *Précis de droit administratif belge*, Bruxelles-Gand, Story-Scientia, 1966.
- MAST A., DUJARDIN J., VAN DAMME M., VANDE LANOTTE J., *Overzicht van het Belgisch administratief recht*, 17<sup>e</sup> éd., Malines, Kluwer, 2006.
- MATHY I., « Etre ou ne pas être une personne juridique distincte de l'Etat, la Communauté ou la Région ? L'autonomie avec ou sans personnalité juridique » dans P. JADOUL, B. LOMBAERT, F. TULKENS (dir.), *Le paraétatisme. Nouveaux regards sur la décentralisation fonctionnelle en Belgique et dans les institutions européennes*, Bruxelles, la Charte, 2010, pp. 33-114 (Bibliothèque de droit administratif, 11).
- MATTON H., *Droit budgétaire*, dans *Les Nouvelles. Lois politiques et administratives*, t. 3, Bruxelles, 1939.
- MATTON H., « Les institutions et le régime budgétaire », dans *Histoire des finances publiques en Belgique*, vol. 1, Bruxelles – Paris, Bruylant – Sirey, 1950, pp. 97-304.
- MESCHERIAKOFF A.S., *Droit des services publics*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, PUF, 1997.
- MESTRE J.L., « La notion de service public d'après les débats de l'Assemblée nationale constituante », *Etudes et Documents du Conseil d'Etat*, n° 40, Paris, 1989, pp. 187-209.
- MESTRE J.L., « L'emploi de l'expression "service public" sous l'Ancien Régime », dans G. GUGLIELMI (dir.), *Histoire et service public*, Paris, PUF, 2004, pp. 21-36.
- MILLARD E., « Hauriou et la théorie de l'institution », *Droit et Société*, n° 30-31, 1995, pp. 388-389.
- MONVILLE C. (dir.), *Vers une nouvelle réglementation des télécommunications*, Namur, CRID, 1990.
- MORAND C.A., *Le droit néo-moderne des politiques publiques*, Paris, L.G.D.J., 1999 (Droit et société, n° 26).
- MORROW C., « Le système Eutelsat », *Annuaire français de droit international*, vol. 31, 1985, pp. 803-811.

- MOYNIER G., *Les Bureaux internationaux des Unions universelles*, Genève-Paris, A. Cherbuliez - C. Fischbacher, 1892 – disponible sur <http://gallica.bnf.fr>.
- NETTESHEIM M., « Les services d'intérêt général en droit communautaire. Entre libre concurrence et Etat social », *Revue internationale de droit comparé*, 2008-3, pp. 603-637.
- NEURAY J.F., *La directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau : droit européen, droit interne, droit comparé*, Bruxelles, Bruylant, 2006.
- NIHOUL P., « Le régime juridique des marchés publics de certaines entreprises publiques économiques fédérales et régionales », *Administration publique trimestriel*, 1995, pp. 149-165.
- NIHOUL P., « Les services d'intérêt général dans le traité d'Amsterdam », dans *Le Traité d'Amsterdam, espoirs et déceptions*, Bruxelles, Bruylant, 1998, pp. 341 et s.
- NIHOUL P., LOMBAERT B., « Belgique », dans R. ANDERSEN, D. DÉOM (dir.), *Droit administratif et subsidiarité*, Bruxelles, Bruylant, 2000, pp. 43-80.
- NIHOUL P., « Décentralisation fonctionnelle et droit européen de la concurrence, des aides d'Etat et des marchés publics », dans P. JADOUL, B. LOMBAERT, F. TULKENS (dir.), *Le paraétatisme. Nouveaux regards sur la décentralisation fonctionnelle en Belgique et dans les institutions européennes*, Bruxelles, la Charte, 2010, pp. 161-245 (Bibliothèque de droit administratif, 11).
- NIZARD L., « A propos de la notion de service public : mythes étatiques et représentations sociales », dans *Recueil d'études en hommage à Charles Eisenmann*, Paris, Cujas, 1977.
- NYPELS J.S.G., SERVAIS J., *Le Code pénal belge interprété*, Bruxelles, Bruylant-Christophe & Cie, 1896-1899, 4 vol.
- NYS E., *Recherches sur l'histoire de l'économie politique*, Bruxelles – Paris, Castaigne - Fontemoing, 1898 – disponible sur <http://gallica.bnf.fr>.
- NYS E., *Le droit international. Les principes, les théories, les faits*, Bruxelles, Weissenbruch, 1912, 2t. – disponible sur <http://gallica.bnf.fr>.
- ORBAN O., *Le droit constitutionnel de la Belgique*, Bruxelles-Paris, Dessain-Giard & Brière, 1906-1911, 3t.
- ORBAN O., *Manuel de Droit administratif*, 2<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Albert Dewit, 1909.
- ORIANNE P., *La loi et le contrat dans les Concessions de service public*, Bruxelles, Larcier, 1961.
- ORIANNE P., « Les structures administratives de la commune de 1836 à 1940 », dans *L'initiative publique des communes en Belgique 1795-1940*, Bruxelles, Crédit communal, 1986, vol. 1, pp. 36-68.
- OST F., VAN HOECKE M., *Temps et droit. Le droit a-t-il pour vocation de durer ?*, Bruxelles, Bruylant, 1998.
- OST F., *Le temps du droit*, Paris, Odile Jacob, 1999.
- OST F., VAN DE KERCHOVE M., *De la pyramide au réseau ? Pour une théorie dialectique du droit*, Bruxelles, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 2002.
- OTTOW A.T., « Convergence of or concurrentie tussen de toezichhouders in de telecom- en mediasector ? », dans *Convergentie in telecom- en mediasector. Recht op informatie in elke vorm*, Alphen aan den Rijn, Samson Bedrijfsinformatie, 2000, pp. 26-37.
- OTTOW A.T., « Dispute resolution under the new European Framework », dans E.J. DOMMERING, N. VAN EIJK (dir.), *The round table expert group on telecommunications law. Conference papers*, Amsterdam, Otto Cramwinckel Uitgever, 2005, pp. 191-221.
- OTTOW A.T., *Telecommunicatietoezicht. De invloed van het Europese en Nederlandse bestuursprocesrecht*, Den Haag, Sdu Uitgevers, 2006.
- OTTOW A.T., « De markt meester ? De zoektocht naar nieuwe vormen van toezicht », Rede, in verkorte vorm uitgesproken bij de openbare aanvaarding van het ambt van hoogleraar economisch publiekrecht aan de Universiteit van Utrecht op 18 september 2008, publié sur la page internet de l'auteur, [www.uu.nl](http://www.uu.nl).
- Pandectes belges, Encyclopédie de législation, de doctrine et de jurisprudence belges*, éd. E. PICARD, N. D'HOFFSCHMIDT, J. DE LE COURT, Bruxelles, Ferdinand Larcier, 1878-1933, 136 tomes.

- PÂQUES M., DÉOM D., ERNEUX P.Y., LAGASSE D., *Domaine public, domaine privé. Biens des pouvoirs publics*, Bruxelles, Larcier, 2008 (*Répertoire notarial*, t. XIV).
- PARDESSUS J.M., *Traité des servitudes, ou services fonciers*, 10<sup>e</sup> éd. augmentée en Belgique, Bruxelles, Société typographique belge, 1841.
- PICARD E., LARCIER F., *Bibliographie générale du droit belge. Relevé de toutes les publications juridiques parues depuis la séparation de la Belgique et de la France (1814) jusqu'au 1er octobre 1889*, Bruxelles, F. Larcier, 1882-1889, 2 vol.
- PISIER-KOUCHNER E., *Le service public dans la théorie de l'Etat de Léon Duguit*, Paris, Pichon, 1972.
- POTELLE P.Y., « Un nouveau statut pour le régulateur des télécommunications dans un secteur en pleine mutation », *Revue du droit des technologies et de l'information*, n°16/2003, pp. 83-97.
- QUESSETTE L., « L'Europe des rails, ou les influences de la construction européenne sur les chemins de fer en France », *Cahiers de droit européen*, 2006, n° 5-6, pp. 629-656.
- QUERTAINMONT Ph., *Droit administratif de l'économie*, 2<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Story-Scientia, 1996.
- QUERTAINMONT Ph., *Droit public économique. Interventionnisme économique des pouvoirs publics*, Waterloo, Wolters Kluwer Belgium, 2007.
- QUERTAINMONT Ph., « Entreprise publique et marché concurrentiel », dans *Liber amicorum Bernard Glansdorff*, Bruxelles, Bruylant, 2008, pp. 495-515.
- RASSON-ROLAND A., « La radio et la télévision face au juge administratif », *Annales de droit de Louvain*, 1987, n° 1-2, pp. 95-118.
- RATHERY A., « La politique des transports au sein de l'OCDE. Le rôle de la CEMT », dans *L'Europe des transports. Régulation, dérégulation, impact du passage à l'euro*, Bruxelles, Bruylant, 1999, pp. 13-33.
- RAVILLON L., « Les organisations internationales de télécommunications par satellite : vers une privatisation? », *Annuaire français de droit international*, vol. 44, 1998, pp. 533-551.
- Répertoire pratique du droit belge. Législation, Doctrine et Jurisprudence*, éd. E. BRUNET, J. SERVAIS, Ch. RESTEAU, Bruxelles – Paris, Bruylant – L.G.D.J., 1929 – 2007, 17 tomes et 10 compléments.
- RIVERO J., « Hauriou et l'avènement de la notion de service public », dans *L'évolution du droit public. Etudes offertes à Achille Mestre*, Paris, Sirey, 1956, pp. 461-471.
- RODIÈRE R., *Droit des Transports. Transports ferroviaires, routiers, aériens et par batellerie*, Paris, Recueil Sirey, 1953-1955, 2 vol.
- RODRIGUES S., « Les services publics et le traité d'Amsterdam. Genèse et portée du nouvel article 16 du traité CE », *Revue du Marché commun*, 1998, pp. 7 et s.
- RODRIGUES S., *La nouvelle régulation des services publics en Europe. Energie, postes, télécommunications et transports*, Paris, Editions Technique & Documentation, 2000.
- RODRIGUES S., « Service(s) public(s) et droit communautaire », dans J. ZILLER (dir.), *L'Union européenne. Edition Traité de Lisbonne*, Paris, La documentation française, 2008, pp. 113 et s.
- SAROT J., « La déontologie de l'agent public. Le devoir de réserve », dans *Liber amicorum Krings*, Bruxelles, Story-Scientia, 1991, pp. 296 et s.
- SAROT J., « Réformes institutionnelles et organismes publics », dans *Présence du droit public et des droits de l'homme. Mélanges offerts à Jacques Velu*, Bruxelles, Bruylant, 1992, t. 2, pp. 1065-1088.
- SAUTER W., « Services of general economic interest and universal service in EU law », *European Law Review*, 2008, pp. 167-193.
- SAUVEUR J., *Mémoire sur la révision de la législation des cours d'eau non navigables ni flottables*, Bruxelles, Weissenbruch, 1853.
- SCHWEITZER H., *Daseinsvorsorge, "service public", Universaldienst. Art. 86 Abs. 2 EG-Vertrag und die Liberalisierung in des Sektoren Telekommunikation, Energie und Post*, Baden-Baden, Nomos-Verlag, 2001-2002.
- SFEZ L., « Duguit et la théorie de l'Etat (représentation et communication) », *Archives de Philosophie du Droit*, n° 21, 1976.

- SMETS H., « Le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement est finalement reconnu », *Revue juridique de l'environnement*, 2011/1, pp. 79-89.
- SOHNLE J., « La mise en réseau de l'eau au niveau européen et international : incontournable, mais contrôlable », dans L. POTVIN-SOLIS (dir.), *La libéralisation des services d'intérêt économique général en réseau en Europe*, Huitièmes Journées d'Etudes du Pôle Européen Jean Monnet, Bruxelles, Bruylant, 2010, pp. 275-299.
- SOMERHAUSEN M., REMION F.M. (dir.), *Les Nouvelles – Droit administratif*, t. VI, *Le Conseil d'Etat*, Bruxelles, Larcier, 1975,
- SPAËY P., LELOUP F., « L'évaluation formative d'une organisation publique en Belgique : le cas d'un service postal », *Administration publique trimestrielle*, 1991, pp. 241-251.
- STANGHERLIN K., « Le facteur sonne toujours deux fois. La Cour d'arbitrage et le point de départ des délais de recours en aide sociale », *Chroniques de droit social*, 2007, pp. 65-69.
- STEVENS D., « De bevoegdheidsverdeling in de elektronische communicatie : van uit de hand gelopen schietincident tot nucleaire ramp ? », *Auteurs & Media*, 2005, pp. 159-166.
- STEVENS D., VALCKE P., « Communicatierecht (2004-2006). Nieuw federaal en Vlaams kader voor telecommunicatie en omroep », dans *Recht in beweging*, 13<sup>de</sup> VRG-Alumnidag, Anvers - Apeldoorn, Maklu, 2006, pp. 53-91.
- STEVENS D., *Toezicht in de elektronische-communicatiesector. Constitutionele en institutionele aspecten van de wijzigende rol van de overheid*, Bruxelles, Larcier, 2010.
- SUETENS L.P., SWARTENBROUX S., « Evolutive van het begrip 'Openbare Dienst' », dans *De nieuwe vormen van overheidstussenkomen in de onderneming*, Bruxelles, Bruylant, 1988, pp. 277-302.
- TEITGEN-COLLY C., « Les autorités administratives indépendantes ; histoire d'une institution », dans C.A. COLLIARD, G. TIMSIT (dir.), *Les autorités administratives indépendantes*, Paris, PUF, 1988, pp. 24 et s.
- THÉRY B., « Gestion des fréquences radioélectriques », dans F. PÉRON (dir.), *L'Europe dans la société de l'information*, Bruxelles, Larcier, 2008, pp. 57-76.
- THIMUS F.G.J., *Traité de droit public ou exposition méthodique des principes du droit public de la Belgique*, Liège, Dessain, 1844-48, 3 vol.
- THIRION N., *Les privatisations d'entreprises publiques dans une économie sociale de marché : aspects juridiques*, Bruxelles, Bruylant, 2002.
- THIRION N. (dir.), *Libéralisations, privatisations, régulations*, Bruxelles, Larcier, 2007.
- THIRY B., « Les conceptions de l'intérêt général dans l'Union européenne », dans CONSEIL D'ETAT, *Réflexions sur l'intérêt général*, Paris, La Documentations Française, 1999, pp. 397-408 (Etudes et documents du Conseil d'Etat, n° 50) – disponible sur [www.conseil-etat.fr](http://www.conseil-etat.fr).
- THONISSEN J.J., *La Constitution belge annotée, offrant sous chaque article l'état de la doctrine, de la jurisprudence et de la législation*, 2<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Bruylant-Christophe & Cie, 1876.
- TULKENS F., « Transparence, qualité et efficacité : nouveaux ou futurs principes de fonctionnement des services publics », dans H. DUMONT, P. JADOUL, B. LOMBAERT, F. TULKENS, S. VAN DROOGHENBROEK, *Le service public*, Bruxelles, la Charte, 2009, vol. 2, pp. 299-325.
- VALCKE P., *Digitale diversiteit. Convergence van Media-, Telecommunicatie- & Mededingingsrecht*, Gand, Larcier, 2004.
- VALCKE P., STEVENS D., « Communicatierecht (2004-2006). Nieuw federaal en Vlaams kader voor telecommunicatie en omroep », dans *Recht in beweging*, 13<sup>de</sup> VRG-Alumnidag, Anvers – Apeldoorn, Maklu, 2006, pp. 53-91.
- VAN ARENBERGH E., *Bibliographie générale et raisonnée du droit belge. (1889-1903)*, tome 2, Bruxelles, Veuve F. Larcier, 1906.
- VANCRAYEBECK L., « Service public et communications électroniques », dans H. DUMONT, P. JADOUL, B. LOMBAERT, F. TULKENS, S. VAN DROOGHENBROEK, *Le service public*, Bruxelles, la Charte, 2009, vol. 1, pp. 365-398 (Bibliothèque de droit administratif, 10).

- VAN DE GRONDEN J. (dir.), *EU and WTO Law on Services: Limits to the realization of General Interest policies within the services markets*, Alphen aan den Rijn, Kluwer Law International, 2009 (European Monographs, 63).
- VANDENDRIESSCHE F., « De invulling van het begrip administratieve overheid na de arresten Gimvindus en BATC van het Hof van cassatie », *Rechtskundig Weekblad*, 2000-2001, pp. 497-506.
- VANDENDRIESSCHE F., *Publieke en Private Rechtspersonen*, Brugge, die Keure, 2004.
- VAN DER HOFSTADT – BERNHEIM A., *Het economisch overheidsinitiatief in België. Juridisch, institutioneel en politiek milieu*, Anvers, Kluwer Rechtswetenschappen, 1981.
- VAN DER MENSBRUGGHE F., « C.E.E.: l'affaire Corbeau, ou la partie et les limites du monopole postal », *Droit de l'informatique & des télécoms*, 1994, n° 2, pp. 65-68.
- VANDERVEEREN C., VAN ROMPUY P., « De waalse waterbelasting : een bedreiging voor de economische monetaire unie », *Tijdschrift voor bestuurswetenschappen en publiekrecht*, 1987, pp. 467-482.
- VAN DROOGHENBROECK S., HACHEZ I., « Les limites à la privatisation déduites des droits fondamentaux », dans B. LOMBAERT (dir.), *Les partenariats public-privés (P.P.P.) : un défi pour le droit des services publics*, Bruxelles, la Charte, 2005, pp. 87-157.
- VAN GARSSE S., *De concessie in het raam van de publiek-private samenwerking*, Bruges, die Keure, 2007 (Administratieve rechtsbibliotheek, Bijzondere reeks).
- VAN GEHUCHTEN P.P., « Secteurs publics et droit communautaire : quelle constitutionnalisation, de quelles entreprises publiques ? », *Droit et Société*, n° 53, 2003, pp. 111-134.
- VAN GERVEN Y., VALLERY A., REINGEWIERTZ D., « Droit des télécommunications », dans L. MARLIÈRE (dir.), *Les 25 marchés émergents du droit*, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 389-442.
- VAN LOOY J., « De structuurhervorming van de Belgische spoorwegen in het licht van de Europese spoorwegliberalisering », *Tijdschrift Vervoer & Recht*, 2005, liv. 3, pp. 67-75.
- VAN NIEUWENHOVE L., « Financiële basisdienst voor de burger : juridische utopie of werkelijkheid », dans *Le droit des affaires en évolution. L'entreprise et son client : un partenariat constructif*, Bruxelles, Bruylant, 1997, pp. 167-205.
- VAN RYN J., HEENEN J., *Principes de droit commercial*, Bruxelles, Bruylant, 1954-1966, 4 vol.
- VANWELKENHUYZEN A., « Le principe de la non-rétroactivité de la loi et le fonctionnement des services publics », *R.C.J.B.*, 1972, pp. 283-312.
- VAN YPERSELE P., « Le monopole de la publicité commerciale télévisée face au droit européen », *Administration publique trimestrielle*, 1988/2, pp. 157-168.
- VAUTHIER Maurice, *Précis de Droit administratif de la Belgique*, Bruxelles, Larcier, 1928
- VAUTHIER Maurice, *Précis de Droit administratif de la Belgique*, 2<sup>e</sup> éd. mise à jour et complétée par Marcel VAUTHIER, Bruxelles, Larcier, 1937.
- VAUTHIER Marcel, *Précis de Droit administratif de la Belgique*, 3<sup>ème</sup> éd., Bruxelles, Larcier, 1950, 2 vol.
- VELGE H. *Eléments de droit industriel belge*, Bruxelles, Dewit, 1927-1937, 3 vol. + 2 suppl.
- VELGE H., *Associations et fondations en Belgique. Histoire et théories*, Bruxelles, Bruylant, 1942.
- VELU J., « The European Convention on Human Rights and the right to respect for private life, the home and communications », dans A.H. ROBERTSON (dir.), *Privacy and Human Rights*, Manchester, Manchester University Press, 1973, pp. 12-94.
- VELU J., *Droit public*, Buxelles, Bruylant, 1986.
- VENEZIA J.C., « La naissance de la notion de service public », dans G. GUGLIELMI (dir.), *Histoire et service public*, Paris, PUF, 2004, pp. 163-172.
- VERBIEST Th., « Voix sur IP : régulation traditionnelle pour une nouvelle technologie ou nouvelle approche pour la téléphonie haut débit ? », dans F. PÉRON (dir.), *L'Europe dans la société de l'information*, Bruxelles, Larcier, 2008, pp. 19-28.
- VERHAEGEN E., « Sur l'article 22 de la Constitution », *La Belgique judiciaire*, 1855, col. 865-873.

- VIEU P., « A propos de l'intégration de l'Europe des transports. Observations sur l'interprétation et l'application de la norme européenne : le cas du règlements OSP », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2010, pp. 297-331.
- VOORHOOF D., « De la BRT à la BRTN : développements récents dans l'audiovisuel flamand », dans F. JONGEN (dir.), *Médias et services publics*, Bruxelles, Bruylant, 1992, pp. 177-190.
- VOORHOOF D., *Handboek Mediarecht*, Bruxelles, Larcier, 2003 (Creatie Informatie Communicatie, 9).
- VOORHOOF D., *Handboek Mediarecht. Bijgewerkte editie 2007*, Bruxelles, Larcier, 2007 (Creatie Informatie Communicatie, 9).
- WALINE M., « Les idées maîtresses de deux grands publicistes français : Léon Duguit et Maurice Hauriou », *L'Année politique française et étrangère*, n° 16, décembre 1929, et n° 17, mars 1930.
- WATINE M.F., LE GOURRIEREC A., « L'Union internationale des Télécommunications face aux nouvelles techniques », *Annuaire français de droit international*, vol. 24, 1978, pp. 589-604 – disponible sur [www.persee.fr](http://www.persee.fr).
- WEERTS S., «La société publique de gestion de l'eau, illustration du développement des entreprises publiques régionales », *Aménagement - Environnement*, 2000, n° 2, pp. 97 et s.
- WEERTS S., « L'évolution des acteurs du service public dans les secteurs de l'eau et de l'électricité », *Revue de droit communal*, 2002/1, pp. 45-79.
- WERNER P., « Télécommunication, radiodiffusion... et coopération - La fin d'une saga politico-judiciaire ? », *Chroniques de droit public – Publiekrechtelijke Kronieken*, 2008, pp. 150-165.
- WIGNY P., *Droit administratif – Principes généraux*, 4<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Bruylant, 1962.
- WILLEMART E., *Les limites constitutionnelles du pouvoir fiscal*, Bruxelles, Bruylant, 1999.
- WODON Léon, *Le droit des eaux et des cours d'eau*, Bruxelles, Bruylant-Christophe et Cie, 1874, 2 vol.
- WODON Léon, *Répertoire général du droit des eaux et cours d'eau*, Namur, Wesmael-Charlier, 1876.
- WODON Léon, *Traité des choses publiques en général et des droits qui en dérivent*, Bruxelles, Bruylant-Christophe et Cie, 1870.
- WODON Louis, *Mémoire sur la réforme administrative*, Bruxelles, s.n., 1915.
- WÜRTH G.J., « Des principes de droit qui régissent les lettres missives et les télégrammes », Discours de rentrée de la cour d'appel de Gand prononcé le 16 octobre 1862, *La Belgique judiciaire*, t. XX, 1862, col. 1409-1426.
- WYNGAARD Th., « La législation et la jurisprudence relatives aux antennes GSM », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2035-2036, 2009.
- YERNAULT D., « Convention européenne des droits de l'homme et privatisation des services publics : quelle protection des libertés publiques dans le processus de "libéralisation" ? », dans M. DONY (dir.), *Les services publics et l'Europe : entre concurrence et droits des usagers*, Bruxelles, Institut d'Etudes européennes – Université Libre de Bruxelles, 1997, pp. 57-74.
- YERNAULT D., « Constitution, privatisations et pouvoirs spéciaux : un débat oublié », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1729-1730, 2001.
- YERNAULT D., « La contractualisation (forcée ?) du droit administratif de l'économie et l'organisation des modes de gestion du service public », *Revue de droit de l'ULB*, n° 33, 2006/1, pp. 67-206.
- YERNAULT D., « Service public, autorité administrative, activités économiques et non économiques : le logement social, cheval de Troie malgré lui ? », dans H. DUMONT, P. JADOUL, B. LOMBAERT, F. TULKENS, S. VAN DROOGHENBROEK, *Le service public*, Bruxelles, la Charte, 2009, vol. 1, pp. 117-230.
- YERNAULT D., CADRANEL B., « La décentralisation par services en Région bruxelloise : entre héritage historique et pragmatisme de l'autonomie », dans P. JADOUL, B. LOMBAERT, F. TULKENS (dir.), *Le paraétatisme. Nouveaux regards sur la décentralisation fonctionnelle en Belgique et dans les institutions européennes*, Bruxelles, la Charte, 2010, pp. 469-560.
- YERNAULT D., *L'État et la propriété. Permanences et mutations du droit public économique en Belgique*, thèse de doctorat qui sera présentée à l'Université libre de Bruxelles en septembre 2011.

#### IV. TRAVAUX

- 50 ans d'existence de la SNCB : 1926-1976*, Bruxelles, SNCB, 1976
- ABBATE J., *Inventing the Internet*, Cambridge (Mass., USA), MIT Press, 1999.
- ACCARAIN M., *Histoire de la « jonction belge-grand-ducale ». Le chemin de fer Spa-Gouvy. Ses métamorphoses et son impact sur la région (1863-1900)*, Bruxelles – Louvain-la-Neuve, Nauwelaerts, 1999.
- ALBERT P., TUDESQ A.J., *Histoire de la radio-télévision*, 5<sup>e</sup> éd., Paris, P.U.F., 1996 (Que sais-je ?, n° 1904).
- ALVES P., « L'union européenne de Radiodiffusion, 1950-1969. Une approche internationale et communautaire de la télévision », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 26, 19 octobre 2007, revue électronique en ligne sur <http://ipr.univ-paris1.fr>.
- ANDRÉ J.B., *Enquête sur les eaux alimentaires*, Bruxelles, Lesigne, 1902-1906, 2 vol.
- ANTOINE F., avec la collaboration de F. SAEYS, T. COPPENS, Y. THIRAN, F. RYCKMANS, *Les radios et les télévisions de Belgique*, Bruxelles, Kluwer, 2000.
- ARCIDIACONO B., « Les projets de réorganisation du système international au XIXe siècle », *Relations internationales*, n° 123, 2005, pp. 11-24.
- ASHFORD D.E., « Une approche historique de l'Etat-providence », *Revue française d'administration publique*, n° 39, juillet-septembre 1986, pp. 495-510.
- AUBIN D., VARONE F., « La gestion de l'eau en Belgique. Analyse historique des régimes institutionnels (1804-2001) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1731-1732, 2001.
- AUBIN D., *L'eau en partage. L'activation des règles dans les rivalités d'usages en Belgique et en Suisse*, Bruxelles, Peter Lang, 2007.
- « Au fil des eaux », *Les Cahiers de la Fonderie*, n° 16, juin 1994.
- BANNEUX J., « Cinquantenaire des télégraphes belges », *Revue universelle des Mines*, etc., t. XXXVI, 3<sup>e</sup> série, 40<sup>e</sup> année, 1896, pp. 95-114 - <http://opteron1.kbr.be/lotpubf.htm>.
- BAUBY P., « L'eupéanisation du service public postal », *Regards croisés sur l'économie*, 2007/2, pp. 148-156 – disponible sur [www.cairn.info](http://www.cairn.info).
- BAUDET J.C., *Histoire des sciences et de l'industrie en Belgique*, Bruxelles, Jourdan, 2007.
- BAUDHUIN F., *Belgique 1900-1960. Explication économique de notre temps*, Louvain, Institut de Recherches Economiques et Sociales, 1961 (Etudes morales, sociales et juridiques).
- BAUDHUIN F., *Code économique et financier : introductions économiques et textes annotés*, Bruxelles, Bruylant, 1954-1964, 3t.
- BEAUTHIER R., *Droit et genèse de l'Etat*, 2<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Editions de l'ULB, 2002.
- BÉCHET C., « Le dispositif d'interruption des chemins de fer belges pendant la guerre de 1870-1871 », dans *Radicalités, Identités, Patries. Hommage au Professeur Francis Balace*, Liège, Editions de l'Université de Liège, 2009, pp. 153-164 – disponible sur <http://orbi.ulg.ac.be>.
- BEHRINGER W., *Thurn und Taxis, Die Geschichte ihrer Post und ihrer Unternehmen*, Munich-Zurich, Piper, 1990.
- BEHRINGER W., « Brussel, centrum van het internationale postnet », dans L. JANSSENS, M. MEURRENS (dir.), *La poste des Tour et Tassis 1489-1794*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1992, pp. 21-42.
- BEIGBEDER Y., NASHAT M., ORSINI M.A., TIERCY J.F., *The World Health Organization*, Dordrecht, Martinus Nijhoff Publishers, 1998.
- Bell Telephone Manufacturing Company 1882-1982*, Anvers, Bell Telephone, 1982.
- BELVAL Th., *Essai sur l'organisation générale de l'hygiène publique*, Bruxelles, Bauvais, 1876.

- BENAMRANE D., JAFFRÉ B., VERSCHAVE F.X. (dir.), *Les télécommunications entre bien public et marchandises*, Paris, Charles Léopold Mayer, 2005.
- BERTHO-LAVENIR C., KYBERD A. (dir.), *L'Etat et les télécommunications en France et à l'étranger. 1837-1987*, Genève, Droz, 1991.
- BEYEN M., DESTATTE Ph., *Un autre pays, Nouvelle histoire de Belgique 1970-2000*, Bruxelles, Le Cri, 2009.
- BEZANÇON X., *Les Services publics en France. Du Moyen Age à la Révolution*, Paris, Presses de l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées, 1995.
- BEZANÇON X., *Essai sur les contrats de travaux et de services publics. Contribution à l'histoire administrative de la délégation de mission publique*, Paris, L.G.D.J., 1999.
- BILTEREYST D., DEPAUW L., « Overheidscontrole op gefilmd nieuws. De invloed van de Belgische Filkeuringscommissie en de regering op filmactualiteiten (1919-1940) », *Revue belge d'histoire contemporaine*, XXXIX, 2009, n° 1-2, pp. 139-176.
- BIRRIEN J.Y., *Histoire de l'informatique*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, PUF, 1992 (Que sais-je, n° 2510).
- BOONE R., *Overheidszorg voor drinkwater in Vlaanderen*, Gand, Snoeck-Ducaju, [1958].
- BOSTYN B., *De opkomst, ontwikkeling en bloei van de Belgische radio-industrie en omroep in het Interbellum (1919-1939)*, mémoire de licence en histoire, Rijksuniversiteit Gent, 2007 (inédit) – disponible sur <http://bruno.arnebrasseur.net>
- BOWERS B., *Sir Charles Wheatstone FRS 1802-1875*, Londres, The Institution of Electrical Engineers, 2001 (History of Technology Series 29).
- BRAILLARD R., GOLDSCHMIDT R.B., *La télégraphie sans fil au Congo belge. Une œuvre du Roi*, Bruxelles, Hayez, 1920.
- BRAILLARD R., *La radiophonie en Belgique*, Bruxelles, A. Bieleveld, 1924.
- BRION R., MOREAU J.L., *Tractebel 1895-1995. Les métamorphoses d'un groupe industriel*, Anvers, Fonds Mercator, 1995.
- BRION R., MOREAU J.L., *La Société Générale de Belgique 1822-1997*, Anvers, Fonds Mercator, 1998.
- BROCHAND C., *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, Paris, La Documentation française, 1994, 2 vol.
- BRUYNEEL E., *Le Conseil Supérieur de la Santé (1849-2009). Trait d'union entre la science et la santé publique*, Louvain, Uitgeverij Peeters, 2009.
- BUELENS F., VAN DEN BROECK J., *Financieel-institutionele analyse van de Belgische beursgenoteerde spoorwegsector 1836-1957*, Anvers – Apeldoorn, Garant, 2004.
- BUFFET B., EVRARD R., *L'eau potable à travers les âges*, Liège, Soledi, 1950.
- BURDEAU F., *Histoire du droit administratif*, Paris, PUF, 1995 (coll. Thémis).
- BURGELMAN J.C., *Omroep en politiek in België. Het Belgisch audiovisuele bestel als inzet en resultante van de naoorlogse partijpolitieke machtsstrategieën (1940-1960)*, Bruxelles, B.R.T. Uitgave, 1990.
- BURGELMAN J.C., VERHOEST P., PERCEVAL P., VAN DER HERTEN B., « Les services publics de communication en Belgique (1830-1994) », *Réseaux*, n°66, 1994, pp. 67-97 – disponible sur [www.persee.fr](http://www.persee.fr).
- BURGELMAN J.C., PUNIE Y., VERHOEST P., *Van telegraaf tot Telenet. Naar een nieuw communicatiebestel in België en Vlaanderen ?*, Bruxelles, VUB Press, 1995.
- BURY J., « La poste intercommunale de l'agglomération carolorégienne en 1914 », *Bulletin du Crédit communal de Belgique*, n° 109, 1974, pp. 181-187.
- BUSSIÈRE E., DUMOULIN M., SCHIRMAN S., « Le développement de l'intégration économique », dans G. BOSSUAT, E. BUSSIÈRE, R. FRANK, W. LOTH, A. VARSORI (dir.), *L'expérience européenne. 50 ans de construction de l'Europe 1957-2007. Des historiens en dialogue*, Bruxelles-Paris-Baden-Baden, Bruylant-L.G.D.J.-Nomos Verlag, 2010, pp. 55-137.
- CAMERON R.E., *France and the economic development of Europe, 1800-1914*, Princeton, Princeton University Press, 1961.

- CAREY J., « Time, space and the telegraph », dans D. CROWLEY, P. HEYER (dir.), *Communication in history. Technology, culture, society*, 4<sup>e</sup> éd., Boston, Allyn and Bacon, 2003, pp. 157-162.
- CARNEL S., PIRLOT V., « Les parastataux. De la Belgique unitaire à la Belgique fédérale. Evolutions et tendances récentes en matière de décentralisation fonctionnelle », dans J.M. YANTE, P.A. TALLIER, S. CARNEL (dir.), *Des Etats dans l'Etat ? Autonomie administrative et services publics décentralisés en Europe*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2007, pp. 189-220 (Miscellanea Archivistica, Studia, 169).
- CARON F., *La dynamique de l'innovation. Changement technique et changement social (XVI<sup>e</sup> –XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Gallimard, 2010 (Bibliothèque des histoires).
- CASERT R., « De Belgische radio-omroep en het oplossen van de oorlogssituatie (1939-1947) », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1984, n° 3-4, pp. 487-510.
- CASSIERS I., *Réflexions préliminaires pour une analyse du rôle de l'Etat en Belgique 1850-1914* (working paper), Louvain-la-Neuve, Institut des sciences économiques, 1975.
- CASSIERS I., « Le rôle de l'Etat à l'apogée du libéralisme (1850-1886) », *Contradictions*, n° 23-24, 1980, pp. 121-143.
- CASSIERS I., « La création et la gestion des chemins de fer (1850-1914) : une fonction importante de l'Etat libéral », *Contradictions*, n° 23-24, 1980, pp. 153-164.
- CASSIERS I., *Croissance, crise et régulation en économie ouverte. La Belgique entre les deux guerres*, Bruxelles, De Boeck, 1989.
- CAVELIER P., MOREL-MAROGER O., *La radio*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, P.U.F., 2008 (Que sais-je ?, n° 3748).
- CAUCHIES J.M., « Messagers et messageries en Hainaut... », *Le Moyen Age*, vol. LXXXII, 1976, pp. 89-123 et 301-341.
- CAUFRIEZ P., LENTZEN E., « Trente ans de radio en Communauté française (1978-2008) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2033-2034, 2009.
- CAULIER-MATHY N., « Industrie et politique au Pays de Liège. Frédéric Braconier (1826-1912) », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1980, pp. 3-83.
- CHABALIER D., « Libéralisation des frets ferroviaires français et allemand : entre rémanence institutionnelle et contingence temporelle des réformes », dans B. PALIER, Y. SUREL (dir.), *Quand les politiques changent. Temporalités et niveaux de l'action publique*, Paris, L'Harmattan, 2010, pp. 113-144.
- CHEMLA L., « Une histoire d'Internet », dans D. BENAMRANE, B. JAFFRÉ, F.X. VERSCHAVE (dir.), *Les télécommunications entre bien public et marchandises*, Paris, Charles Léopold Mayer, 2005, pp. 65-76.
- CHLEPNER B.S., *Cent ans d'histoire sociale en Belgique*, 4<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Ed. de l'Institut de sociologie de l'ULB, 1972.
- CLAEYS J.M., « Petite histoire des premières stations radio maritimes et de l'évolution des indicatifs d'appel en Belgique », *ROC News*, revue du Radio Officers Club, 39<sup>e</sup> année, 2008, n° 155, pp. 14-17 ; n° 156, pp. 13-15 ; n° 157, pp. 9-10 – [www.rocnews.net](http://www.rocnews.net).
- COENEN M.T., GOVAERT S., HEINEN J. (dir.), *L'état de la Belgique : 1989-2004, quinze années à la charnière du siècle*, Bruxelles, De Boeck, 2004.
- CONCHON A., « Coût et économie du transport des lettres par les Postes et Messageries en France, du milieu du XVII<sup>e</sup> à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle », dans M. LE ROUX (dir.), *Postes d'Europe, XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle. Jalons d'une histoire comparée*, Paris, Comité pour l'Histoire de La Poste, 2007, pp. 221-233.
- CORBIN A., *Le miasme et la jonquille. L'odorat et l'imaginaire social, XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Flammarion, 1986.
- CORNETTE J., « Le temps de la poste à cheval », *Les Collections de l'Histoire*, n° 42, janvier 2009, pp. 6-10.
- CORNUT, P., *Histoires d'eau. Les enjeux de l'eau potable au XXI<sup>e</sup> siècle en Europe occidentale*, Bruxelles, Luc Pire, 2003.
- CORTENBOSCH M., « Les intercommunales de distribution d'eau en Belgique », *Bulletin du Crédit communal de Belgique*, n° 17, juillet 1951, pp. 7-15.

- CORTENBOSCH M., « De intercommunales tot 1940 », dans *L'initiative publique des communes en Belgique 1795-1940*, Bruxelles, Crédit communal, 1986, vol. 1, pp. 107-134.
- CREW M.A., KLEINDORFER P.R. (dir.), *Progress toward Liberalization of the Postal and Delivery Sector*, Boston, Springer Science, 2006.
- CRISMER L.M., *La fabuleuse histoire des Eaux de Spa*, Spa, Spa Monopole, 1989.
- CROWLEY D., HEYER P. (dir.), *Communication in history. Technology, culture, society*, 4<sup>e</sup> éd., Boston, Allyn and Bacon, 2003.
- D'ALCANTARA G., « EU Postal reform in Belgium », dans *Quel Etat pour quelles performances économiques*, Charleroi, Centre interuniversitaire de formation permanente, 2009, pp. 505-533.
- DALLMEIER M., *Quellen zur Geschichte des europäischen Postwesens 1501-1806*, Kallmünz, Lassleben, 1977, 2 vol.
- DAMIEN M.M., *La Politique européenne des transports*, Paris, P.U.F., 1999 (Que sais-je ?).
- DAVIDS M., *De weg naar zelfstandigheid. De voorgeschiedenis van de verzelfstandiging van de PTT in 1989*, Hilversum, Verloren, 1999.
- DE BAERE P., « Les transports publics urbains. La période d'avant la régionalisation », *Bulletin du Crédit communal*, n° 194, 1995/4, pp. 25-50.
- DE GHELLINCK E., « Le secteur des télécommunications : quelle politique pour quels objectifs ? », dans *Quel Etat pour quelles performances économiques*, Charleroi, Centre interuniversitaire de formation permanente, 2009, pp. 477-503.
- DE GROOTE S., « De watervoorziening in Gent vanaf het midden van de 19de eeuw tot in het begin van de 20<sup>ste</sup> eeuw », dans *L'initiative publique des communes en Belgique 1795-1940*, Bruxelles, Crédit communal, 1986, vol. 1, pp. 209-222.
- DELEPINE B., *Histoire de la Poste internationale en Belgique sous les Grands Maîtres des postes de la Famille de Tassis*, publié sous les auspices de l'Administration des Postes de Belgique, Bruxelles, Wellens & Godenne, 1952.
- DELFORGE P., « Le barrage de la Gileppe. Un financement des industriels, de la ville ou de l'Etat ? », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1986, n° 1-2, pp. 163-186.
- DELIGNE C., *Bruxelles sortie des eaux. Les relations entre la ville et ses cours d'eau du Moyen Age à nos jours*, Bruxelles, Musée de la Ville de Bruxelles, 2005 (Historia Bruxellae, 7).
- DELIGNE C., DAGENAI M., POITRAS C., « Gérer l'eau en milieu urbain. Regards croisés sur Bruxelles et Montréal, 1870-1980 », dans S. JAUMAIN, P.A. LINTEAU (dir.), *Vivre en ville. Bruxelles et Montréal (XIXe - XXe siècles)*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, pp. 169-201.
- DELMELLE J., *Histoire des transports publics à Bruxelles – I – La « Belle Epoque » (1835-1918)*, Bruxelles, S.T.I.B., 1976.
- DELMELLE J., *Histoire des postes belges*, Bruxelles, Paul Legrain, 1983.
- DELORY F., « Le financement des chemins de fer belges », dans *Histoire des finances publiques en Belgique*, vol. 3, Bruxelles – Paris, Bruylant – Sirey, 1955, pp. 101-144.
- DELTENRE C., « La télédistribution », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1039, 1984.
- DELTENRE C., ERNEUX J.L., « Belgique. Des protagonistes de la TV par câble aux grands groupes », *Réseaux*, 1993, hors série 11, n° 1, pp. 137-152 – disponible sur [www.persee.fr](http://www.persee.fr).
- DELWIT P., GOBIN C., « Etude du cheminement de la directive "télévision sans frontières" : synthèse des prises de position des institutions communautaires », dans G. VANDERSANDEN (dir.), *L'espace audiovisuel européen*, Bruxelles, Ed. de l'ULB, 1991, pp. 55-87.
- DE MEVIUS Ph., *Examen de la nouvelle organisation du service des postes en ce qui concerne le contrôle spécial des grands bureaux*, Bruxelles, Tircher, 1842, 19p.
- DÉMIER F., « Economistes libéraux et "services publics" dans la France du premier XIXe siècle », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, n° 52-3, juillet-septembre 2005, pp. 33-50.

- DEMOULIN R., « L'importance politique d'un loi provinciale dans un jeune Etat. La loi provinciale belge du 30 avril 1836 », dans *Les pouvoirs régionaux : représentants et élus*, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 1987, pp. 339-385.
- DENECKERE G., « Les Turbulences de la Belle Epoque 1878-1905 », dans *Nouvelle Histoire de Belgique*, vol. 1, 1830-1905, Bruxelles, Complexe, 2005, 223p.
- DENEUMOSTIER E. & M., *La poste belge 1830-1849*, Ivoz-Ramet, M. Deneumostier, 1996.
- DENEUMOSTIER E. & M., *La télégraphie belge 1846-1914*, Ivoz-Ramet, M. Deneumostier, 1998.
- DE PAEPE J.L., RAINDORF-GÉRARD C. (dir.), *Le Parlement belge 1831-1894. Données biographiques*, Bruxelles, Commission de la Biographie nationale, 1996.
- DE PAEPE J.L., WELLENS-DE DONDER L., *Adolphe Quetelet, 1796-1874*, Exposition documentaire présentée à la Bibliothèque Royale Albert Ier à l'occasion du centenaire de la mort d'Adolphe Quetelet, Bruxelles, Palais des Académies, 1974.
- DE PROFT J.L.L., *Tien jaar RTT-beleid*, Gand, 1987.
- DE RYCK L., « De monopolisering in het stedelijk openbaar vervoer te Brussel op het einde van de 19<sup>de</sup> eeuw », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1990, n° 1-2, pp. 225-277.
- DE TROYER I., *Répertoire des Traités conclus par la Belgique 1830-1940*, Bruxelles, Goemaere, 1973.
- DE TROYER I., *Répertoire des Traités conclus par la Belgique 1941-1986*, Wommelgem, Smets, 1988.
- DEVOLDER C., *Het ministerie van Verkeer en van Post, Telegrafie en Telefonie (1884-1990). I. Organisatie, et II. Bevoegdheden*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1995, 3 vol., (Miscellanea Archivistica, Studia 63 et 65).
- [DE WINTER M.], « Les octrois », *Bulletin du Crédit communal de Belgique*, n° 15, décembre 1950, et n° 16, avril 1951.
- DEZOBRY Ch., BACHELET Th., *Dictionnaire général de biographie et d'histoire*, 5<sup>e</sup> éd. Revue, Paris, Delagrave, 1867, 2 vol.
- DHOEST A., VAN DEN BULCK H. (dir.), *Publieke televisie in Vlaanderen. Een geschiedenis*, Gand, Academia Press, 2007.
- DOMMERING E., VAN EIJK N., *Convergentie in regulering. Reflecties op elektronische communicatie*, 's-Gravenhage, Publicatie van het Ministerie van Economische Zaken, 2010 – disponible sur [www.ivir.nl](http://www.ivir.nl).
- DROUET D., « La recomposition du secteur de l'eau en Europe », *Réseaux*, vol. 7, n° 35, 1989, pp. 37-51 – disponible sur [www.persee.fr](http://www.persee.fr).
- DUBIN M.D., « The League of Nations Health Organisation », dans P. WEIDLING (dir.), *International health organisations and movements 1918-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, pp. 56-80 (Cambridge history of medicine).
- DUCPÉTIAUX E., *Rapport de la commission nommée par le conseil central de salubrité publique, pour vérifier l'état des habitations de la classe ouvrière à Bruxelles, et pour proposer les moyens de l'améliorer*, Bruxelles, P.J. Voglet, 1838.
- DUCPÉTIAUX E., *Mémoire sur le paupérisme dans les Flandres*, Bruxelles, Hayez, 1850 – disponible sur <http://books.google.fr>.
- DUCPÉTIAUX E., *Etude sur la réforme administrative*, Bruxelles, Decq, 1859.
- DUCPÉTIAUX E., *Mission de l'Etat, ses règles et ses limites*, Bruxelles, Muquardt, 1861.
- DUJARDIN J., « Belgique », dans H. ECK (dir.), *La guerre des ondes. Histoire des radios de langue française pendant la Deuxième guerre mondiale*, Bruxelles, Editions Complexe, 1985, pp. 157-225.
- DUJARDIN V., *Pierre Harmel*, Bruxelles, Le Cri, 2004.
- DUMONT G.H., « L'administration belge du XIXe siècle vue par deux publicistes. Edouard Ducpétiaux et Emile Banning », *Administration publique trimestriel*, 1995, pp. 93-111.
- DUMONT H., DUMONT G.H., « La politique culturelle sociale-chrétienne sous le signe de l'autonomie et du pluralisme », dans *Un parti dans l'histoire, 1945-1995. 50 ans d'action du Parti Social-Chrétien*, Louvain-la-Neuve, Duculot, 1996.

- DUMOULIN M., « Les transports : "bastion des nationalismes" », dans M. DUMOULIN (dir.), *La Commission européenne 1958-1972. Histoire et mémoires d'une institution*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 2007, pp. 457-469.
- DUMOULIN M., « Quelle politique de l'information ? », dans M. DUMOULIN (dir.), *La Commission européenne 1958-1972. Histoire et mémoires d'une institution*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 2007, pp. 523-547.
- EWALD F., *L'Etat providence*, Paris, Grasset, 1986.
- FISCHER C.S., « The Telephone Takes Command », dans D. CROWLEY, P. HEYER (dir.), *Communication in history. Technology, culture, society*, 4<sup>e</sup> éd., Boston, Allyn and Bacon, 2003, pp. 145-151.
- FULLSACK J.L., « L'UIT, acteur déterminant dans l'évolution néolibérale du secteur des télécommunications », dans D. BENAMRANE, B. JAFFRÉ, F.X. VERSCHAVE (dir.), *Les télécommunications entre bien public et marchandises*, Paris, Charles Léopold Mayer, 2005, pp. 347-364.
- GEERKENS E., « La rationalisation dans l'industrie belge: les réalisations de la Société nationale des chemins de fer belges (1926-1940) », *Revue belge de philologie et d'histoire*, 1998, pp. 443-500.
- GEERKENS E., « Structures et organisation de la SNCB dans une perspective historique », dans B. VAN DER HERTEN, M. VAN MEERTEN, G. VERBEURGT (dir.), *Le temps du train : 175 ans de chemins de fer en Belgique, 75<sup>e</sup> anniversaire de la SNCB*, Louvain, Universitaire Pers, 2001, pp. 240-271.
- GENOUD Ch., « Libéralisation et régulation des industries de réseau : diversité dans la convergence ? », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 11, 2004/2, pp. 187-204.
- GERBET P. (dir.), BOSSUAT G., GROSBOIS T., *Dictionnaire historique de l'Europe unie*, Bruxelles, André Versaille, 2009.
- GILISSEN J., « De eerste administratieve organisatie van België ten tijde van de tijdelijke regering (september 1830 – februari 1831) », *Tijdschrift voor Rechtsgeschiedenis*, 1984, pp. 301-342.
- GLACHANT J.M., *La théorie économique de l'entreprise publique. Des prix de marché... à l'organisation hors-marché*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.
- GODECHOT J., *Les Constitutions de la France depuis 1789*, Paris, Garnier Flammarion, 1995.
- GOUBERT J.P., *La conquête de l'eau. L'avènement de la santé à l'âge industriel*, Paris, Robert Laffont, 1986.
- GOURSKI G., art. « Braillard Raymond », dans *Nouvelle Biographie Nationale*, t. 2, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 1990, pp. 51-54.
- GOVAERT S., « Les radios privées en Communauté française », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1201-1202, 1988.
- GRISSET P., « Entre monopole et haute technologie, les mutations d'une entreprise dans la longue durée : le Bell System 1876-2000 », *Entreprises et histoire*, n° 30, 2002/3, pp. 100-114 – disponible sur [www.cairn.info](http://www.cairn.info).
- GRISSET P., « La France et les télécommunications européennes face aux mutations des années 1980 », dans E. BUSSIÈRE, M. DUMOULIN, S. SCHIRMANN (dir.), *Milieus économiques et intégration européenne au XX<sup>e</sup> siècle. La relance des années quatre-vingt (1979-1992)*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2007, pp. 315-331.
- Grote Winkler Prins*, 7<sup>e</sup> éd., Amsterdam – Bruxelles, Elsevier, 1972, 20 vol.
- GUBIN E., NANDRIN J.P., « La Belgique libérale et bourgeoise 1846-1878 », dans *Nouvelle Histoire de Belgique*, vol. 1, 1830-1905, Bruxelles, Complexe, 2005, 207p.
- HANOT M. (dir.), *Les débuts de la télévision belge*, Louvain-la-Neuve, Département de communication, 2003 (Médiatiques. Récit et société, n° 33).
- HANOT M., « Premières télévisions en Belgique », dans F. MAIRESSE, L. RECCHIA, M. HANOT, M.C. BRUWIER, *RTBF 50 ans. L'extraordinaire jardin de la mémoire*, Morlanwelz, Musée royal de Mariemont, 2004, pp. 17-27.
- HANOT M., « Les contreparties du monopole public. L'information télévisée belge francophone des premiers temps entre neutralité, autocensure et discours traditionnels d'autorité », *Revue belge d'histoire contemporaine*, XXXIX, 2009, n° 1-2, pp. 265-275.

- HEADRICK D., *The Invisible Weapon: Telecommunications & International Politics 1851-1945*, Oxford, Oxford University Press, 1991.
- HEADRICK D., « The Optical Telegraph », dans D. CROWLEY, P. HEYER (dir.), *Communication in history. Technology, culture, society*, 4<sup>e</sup> éd., Boston, Allyn and Bacon, 2003, pp. 123-131.
- HEIRBAUT D., BAETEMAN G. (dir.), *Cumulatieve editie van het Burgerlijk Wetboek – Edition cumulative du Code civil*, Gand, Tijdschrift voor Privaatrecht – Wolters Kluwer, 2004, 2 vol.
- HEIRBAUT D., *Een beknopte geschiedenis van het sociaal, het economisch en het fiscaal recht in België*, Gand, Academia Press, 2009.
- HEIRBAUT D., ROUSSEAU X., WIJFFELS A., *Histoire du droit et de la justice. Une nouvelle génération de recherches*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2009.
- HERLANT L., *La poste aux lettres et les marques postales en Belgique de 1648 à 1849*, Bruges, Stainforth, 1946.
- HERMANS M., *Les enjeux politiques de la mise en concurrence de la télévision en Europe francophone*, Thèse de doctorat inédite, Paris, Université Paris I – Panthéon – Sorbonne, 1997.
- HOBBSAWM E.J., *L'ère du capital 1848-1875*, Paris, Fayard, 1978.
- HOBBSAWM E.J., *L'ère des empires 1875-1814*, Paris, Fayard, 1989.
- HOGESTEGER G., *200 jaar Post in Nederland. 1799-1999*, Capelle aan den IJssel, PTT Post, 1998.
- HONNORÉ L., *Mons au fil de l'eau. Des crises aux remèdes. Préoccupations sanitaires et politiques communales d'hygiène publique (1830-1914)*, Mons, Cercle archéologique de Mons, 2005.
- HUGUES Th.P., « The evolution of Large Technological Systems », dans W.E. BIJKER, Th.P. HUGHES, T.J. PINCH, *The Social Construction of Technological Systems. New Directions in the Sociology and History of Technology*, Cambridge (Mass.), M.I.T., 1987, pp. 51-82.
- HUTH A.G., *La radiodiffusion, puissance mondiale*, (préface de G. MARCONI), Paris, Librairie Gallimard, 1937 (reprint Arno Press Inc., 1972).
- HURDEMAN A.A., *The worldwide history of telecommunications*, Hoboken (New Jersey), Wiley-Interscience – IEEE Press, 2003.
- HYMANS L., *Histoire parlementaire de la Belgique de 1831 à 1880*, Bruxelles, Bruylant – Christophe & Cie, 1877-1880, 5 vol.
- HYMANS P., *Frère-Orban*, t. II, *La Belgique et le Second Empire*, Bruxelles, Lebègue & Cie, s.d. [1910?].
- INSTITUT BELGE DE FINANCES PUBLIQUES (dir.), *Histoire des finances publiques en Belgique*, Bruxelles – Paris, Bruylant – Sirey, 1950-1955, 3 vol.
- INSTITUT BELGE DE FINANCES PUBLIQUES (dir.), *Histoire des finances publiques en Belgique*, t. IV, *La période 1950-1980*, Bruxelles, Bruylant, 1988, 2 vol.
- INSTITUT BELGE DE FINANCES PUBLIQUES (dir.), *Histoire des finances publiques en Belgique*, t. V, *La période 1980-1990*, Gand, Academia Press, 1993.
- INSTITUTS SOLVAY. INSTITUT DE SOCIOLOGIE, *L'autonomie des chemins de fer de l'Etat belge*, Bruxelles-Paris, J. Lebègue, 1919.
- IWENS J.L., VERCRUYSSSE J.P., *Les télécommunications en Belgique. Enjeux et stratégies*, Bruxelles, GRESEA, 1982.
- JACOB R., « Les interventions de l'Etat dans les travaux de voirie, d'hygiène et de salubrité publique depuis 1830 », *Bulletin du Crédit communal de Belgique*, n° 37, 1956, pp. 1-8.
- JANNE H., « Dynamique des institutions : naissance et développement des ministères belges des origines à la guerre de 1914-1918 », dans *Mélanges Georges Smets*, Bruxelles, Ed. de la Librairie encyclopédique, 1952, pp. 431-454.
- JANSSENS G., *Repertorium van nationale openbare instellingen opgericht tussen 1830 et 1914. Wetgeving en werking tot 1985*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1987 (Miscellanea Archivistica 42).
- JANSSENS G., STENGERS J., *Nouveaux regards sur Léopold Ier et Léopold II. Fonds d'archives Goffinet*, s.l., Fondation Roi Baudouin, 1997.

- JANSSENS L., MEURRENS M. (dir.), *La poste des Tour et Tassis 1489-1794*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1992.
- JANSSENS L., MEURRENS M., « Vorstelijke en private post in de Zuidelijke Nederlanden. Organisatie en problemen », dans L. JANSSENS, M. MEURRENS (dir.), *La poste des Tour et Tassis 1489-1794*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1992, pp. 69-98.
- JANSSENS P., VAN DOOREN S., « Les actionnaires des sociétés ferroviaires belges au XIXe siècle », dans B. VAN DER HERTEN, M. VAN MEERTEN, G. VERBEURGT (dir.), *Le temps du train : 175 ans de chemins de fer en Belgique, 75<sup>e</sup> anniversaire de la SNCB*, Louvain, Universitaire Pers, 2001, pp. 114-127.
- JAUMAIN S., *Industrialisation et sociétés (1830-1970). La Belgique*, Paris, Ellipses, 1998.
- JAUMAIN S. (dir.), *Bruxelles et la Jonction Nord-Midi. Histoire, architecture et mobilité urbaine*, Bruxelles, Archives de la Ville de Bruxelles, 2004 (Studia Bruxellae 3).
- JONGEN F., STEPHANY P., *Audiovisuel : les révolutions de 89*, Bruxelles, C.R.I.S.P., 1990 (Pol-His, 5).
- JORDANA J., LEVI-FAUR D. (dir.), *The Politics of Regulation. Institutions and regulatory reforms for the age of governance*, s.n., Edward Elgar Publishing, 2004.
- JORLAND G., *Une société à soigner. Hygiène et salubrité publiques en France au XIXe siècle*, Paris, Gallimard, 2010 (Bibliothèque des histoires).
- KENNETH E., *The Post Office in the Eighteenth Century : A Study in Administrative History*, Londres, Oxford University Press, 1958.
- KORVING R., VAN DER HERTEN B. (dir.), *Een tijding met de snelheid des bliksems. De optische telegraaf in de Nederlanden, 1800-1850*, Leuven – Alphen aan den Rijn, Universitaire Pers Leuven – Canaletto, 1997.
- KUBORN H. e.a., *Aperçu historique sur l'hygiène publique en Belgique au XIXe siècle*, Bruxelles, Hayez, 1897.
- KURGAN-VAN HENTENRYK G., « Une étape mouvementée de la réorganisation des chemins de fer belges : le rachat du Grand-Luxembourg par l'Etat (1872-1873) », *Revue Belge de Philologie et d'Histoire*, 1972, n° 2, pp. 395-446.
- KURGAN-VAN HENTENRYK G., « Aspects financiers de la réorganisation des chemins de fer belges. La reprise du réseau des bassins houillers du Hainaut par l'Etat (1870-1877) », *Revue de la Banque*, 1975, n° 8, pp. 796-817 et 1976, n° 3, pp. 197-218.
- KURGAN – VAN HENTENRYK G., *Rail, finance et politique : les entreprises Philippart (1865-1890)*, Bruxelles, Ed. de l'ULB, 1982.
- KURGAN – VAN HENTENRYK G., « Contribution à l'étude du rôle du Crédit communal dans le financement des travaux publics (1861-1913) », dans *L'initiative publique des communes en Belgique 1795-1940*, Bruxelles, Crédit communal, 1986, vol. 1, pp. 193-208.
- KURGAN – VAN HENTENRYK G., STENGERS J. (dir.), *L'innovation technologique. Facteur de changement (XIXe – XXe siècles)*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 1986.
- LABORIE L., « Le courrier connaît-il l'Europe ? Entre le national et l'universel, la place ambiguë de l'Europe à la direction de l'exploitation postale dans l'entre-deux-guerres », dans L. BADEL, S. JEANNESSON, N. PIERS LUDLOW (dir.), *Les administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes – Peter Lang, 2005, pp. 117-135 (Euroclio – Etudes et documents).
- LABORIE L., « A Missing Link ? Telecommunications Networks and European Integration (1945-1970) » dans E. VAN DER VLEUTEN, A. KAIJSER (dir.), *Networking Europe. Transnational Infrastructures and the Shaping of Europe, 1850-2000*, Sagamore Beach (Mass.), Watson Publishing International, 2006, pp. 187-215.
- LABORIE L., *La France, l'Europe et l'ordre international des communications, 1865-1959*, thèse soutenue à Paris-IV-Sorbonne en 2006.
- LABORIE L., « Mondialisation postale. Territoires et innovations tarifaires dans la seconde moitié du XIXe siècle », *Histoire Economie et Société*, 2007/2, pp. 15-27.
- LABORIE L., « Concurrence et changement technique. De la norme au marché, la trajectoire "unique" de la téléphonie mobile en Europe depuis les années 1980 », *Histoire, Economie et Société*, 2008/1, pp. 91-101.

- « La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion "CLT" », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 721, 1976.
- LAFFUT M., « Le bilan du rôle des chemins de fer dans le développement de la Belgique du XIXe siècle », *Histoire, économie et société*, 1992/1, pp. 81-90.
- LAFFUT M., *Les chemins de fer belges (1830-1913). Genèse du réseau et présentation critique des données statistiques*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 1985-1998, 2 vol. (Histoire quantitative et développement de la Belgique au XIXe et XXe siècles, 1<sup>e</sup> série, t. VIII, vol. 1a et 1b).
- LAMALLE U., *Histoire des chemins de fer belges*, 3<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Office de publicité, 1953.
- LAMBERT J., *Les maîtres de poste et leurs relais (XVIe-XIXe s.) : Jambes, Courrière, Emptinne, Jambes*, Centre d'archéologie, d'art et d'histoire de Jambes, 2006 (Anhaive expo, 2).
- LANGLOIS O., « Une lecture du service public au XIXe siècle par les économistes libéraux », dans G. GUGLIELMI (dir.), *Histoire et service public*, Paris, PUF, 2004, pp. 59-82.
- LANGLOIS O., « L'influence anglaise sur l'adoption de la taxe uniforme en France et dans les autres pays », dans M. LE ROUX (dir.), *Postes d'Europe, XVIIIe-XXIe siècle. Jalons d'une histoire comparée*, Paris, Comité pour l'Histoire de La Poste, 2007, pp. 373-381.
- LEBOUTTE R., *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2008.
- LECAT E., *La Régie des TT et la réforme de la comptabilité de l'Etat*, Bruxelles, Goemare, 1941.
- LECAT E., « Le financement des télégraphes et des téléphones », dans *Histoire des finances publiques en Belgique*, vol. 3, Bruxelles – Paris, Bruylant – Sirey, 1955, pp. 145-188.
- « Le conflit à la RTBF : octobre 1980 – février 1981 », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 919, 1981.
- LE GOUEFF S., « Satellite services: the European regulatory framework », *Computer and Telecommunications Law Review*, 1996, pp. 185-191.
- LENTZEN E., « Compagnie luxembourgeoise de télédistribution "CLT" », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1066, 1985.
- LENTZEN E., « La réforme du statut de la RTBF », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1375-1376, 1992.
- LENTZEN E., « Les télévisions en Communauté française. Stratégies de groupes et approche institutionnelle », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1491-1492, 1995.
- LE ROUX M. (dir.), *L'Histoire de la Poste, de l'administration à l'entreprise*, Paris, Editions rue d'Ulm, 2002.
- LE ROUX M. (dir.), *Postes d'Europe, XVIIIe-XXIe siècle. Jalons d'une histoire comparée - Post Offices of Europe, 18th-21st Century. A Comparative History*, Paris, Comité pour l'Histoire de La Poste, 2007.
- LE ROUX M., « Une entreprise publique modèle », *Les Collections de l'Histoire*, n° 42, janvier 2009, pp. 12-23.
- LEVASSEUR A., *Droit de l'urbanisme et domaine de la ville médiévale (XIIIe – XVe siècle)*, Thèse pour le doctorat en histoire du droit de l'Université Panthéon-Assas (Paris II), 2008 – disponible sur [www.aurrellelevasseur.com](http://www.aurrellelevasseur.com).
- LEVASSEUR A., « La distribution de l'eau dans les villes médiévales françaises (XIIIe-XVIe siècles). Service public ou service au public ? », intervention présentée lors de la conférence internationale sur *l'Histoire comparée des villes européennes*, tenue à Lyon du 27 au 30 août 2008, organisée par l'EUROPEAN ASSOCIATION FOR URBAN HISTORY – disponible sur [www.aurrellelevasseur.com](http://www.aurrellelevasseur.com).
- LINTERS A. (dir.), *Spoorwegen in België*, Gand, Vlaamse Vereniging voor Industriële Archeologie, 1985.
- LINTSEN H.W. (dir.), *Geschiedenis van de techniek in Nederland. De wording van een moderne samenleving 1800-1890*, Zutphen, Walburg Pers, 1992-1995, 6 tomes – disponible sur <http://www.dbnl.org>.
- LOGSDON J.M. (dir.), *Exploring The Unknown. Selected Documents in the History of the U.S. Civil Space Program*, Washington D.C., NASA History Division, 1995-2008, vol. I-VII (The NASA History Series) – disponible sur <http://history.nasa.gov>.

- L'Union Postale Universelle. Sa fondation et son développement. Mémoire publié par le Bureau international à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Union 1874-1924*, Berne, Benziger, 1924 – disponible sur <http://gallica.bnf.fr>.
- MABILLE X., *La Belgique depuis la Seconde guerre mondiale*, Bruxelles, Centre de recherche et d'information socio-politiques, 2003.
- MAIRESSE F., RECCHIA L., HANOT M., BRUWIER M.C. (dir.), *RTBF 50 ans. L'extraordinaire jardin de la mémoire*, Morlanwelz, Musée royal de Mariemont, 2004.
- MARGAIRAZ M., DARD O. (dir.), *Le service public, l'économie, la République (1780-1960)*, Dossier de la *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, n° 52-3, juillet-septembre 2005.
- MARGAIRAZ M., « L'invention du "service public" : entre "changement matériel" et "contrainte de nommer" », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, n° 52-3, juillet-septembre 2005, pp. 10-32.
- MARTINEZ LORENTE G., NAVARRO MORENO P., « Evolution comparée de la poste en Espagne et en Europe pendant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », dans M. LE ROUX (dir.), *Postes d'Europe, XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle. Jalons d'une histoire comparée*, Paris, Comité pour l'Histoire de La Poste, 2007, pp. 183-193.
- MARY M., *Histoire des postes belges. Des origines à la libéralisation*, Tubize, L'encre du temps, 2010.
- MATTELART A., *Networking the world 1784-2000*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2000.
- MAYNTZ R., HUGUES Th.P. (dir.), *The development of large technical systems*, Francfort – Boulder (Col.), Campus – Westview Press, 1988.
- MAZOU M., *L'Union postale universelle. Passé, présent et avenir*, Paris, Maisonneuve & Larose – Servedit, 2004.
- MENNÈS A., « Les distributions d'eau en Belgique », *Bulletin de l'Union des ingénieurs sortis des écoles spéciales de Louvain*, 2<sup>e</sup> série, t. VI, 1912, fasc. 5, pp. 737-845.
- MERGER M., CARRERAS A., GIUNTINI A. (dir.), *Les réseaux européens transnationaux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles : quels enjeux ?*, Nantes, Ouest éditions, 1995.
- MERGER M., « La poste : son passé, son devenir », dans M. LE ROUX (dir.), *Postes d'Europe, XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle. Jalons d'une histoire comparée*, Paris, Comité pour l'Histoire de La Poste, 2007, pp. 21-29.
- MICHOTTE P., *Etudes sur les théories économiques qui dominèrent en Belgique de 1830 à 1886*, Louvain, Peeters, 1904.
- MINON M., « L'avenir des réseaux câblés », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1551, 1997.
- MODEN J., *Les privatisations en Belgique. Les mutations des entreprises publiques 1988-2008*, Bruxelles, CRISP, 2008.
- MOLITOR A., *L'administration de la Belgique*, Bruxelles, C.R.I.S.P., 1974.
- MONBALLYU J., « De politieke verantwoordelijkheid voor koninklijke genadebesluiten in België tijdens de 19<sup>de</sup> eeuw (1830-1900) » et « - tijdens de 20<sup>ste</sup> eeuw », *The Legal History Review*, vol. 75, n° 2007/2, pp. 153-178, et n° 2007/3, pp. 275-294.
- MOURLON Ch., *La téléphonie privée en Belgique*, Bruxelles, Impr. Travaux publics, s.d.
- MULLER F., « Henri Velge, l'artisan du Conseil d'Etat belge », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 2007, n° 1-2, pp. 143-174.
- MULLER F., « Entre exhortations doctrinales et résistances judiciaires : La laborieuse création du Conseil d'Etat belge (1831-1946) », *Cahiers du Centre d'histoire du droit et des institutions*, n° 31, 2009, pp. 67-97.
- MULLER F., *La Cour de cassation belge à l'aune des rapports entre pouvoirs. De sa naissance dans le modèle classique de la séparation des pouvoirs à l'aube d'une extension de la fonction juridictionnelle (1832-1914/1936)*, thèse de doctorat en histoire, Louvain-la-Neuve, UCL, 2010 (à paraître).
- NANDRIN J.P., « Quelques repères rétrospectifs sur les institutions belges », *Administration publique trimestrielle*, 1994, pp. 83-87.
- NANDRIN J.P., « Justice, magistrature et politique aux premiers temps de l'indépendance de la Belgique », *Bulletin de la Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques*, 6<sup>e</sup> série, t. VIII, 1997, pp. 69-111.

- NANDRIN J.P., *La justice de paix à l'aube de l'indépendance de la Belgique (1832-1848)*, Bruxelles, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 1998.
- NAUTET M., « Analyse des dépenses et recettes publiques de transport », Working paper du Bureau fédéral du Plan, novembre 2008 – disponible sur [www.plan.be](http://www.plan.be).
- NIHON W., *De la nécessité de créer un ministère de l'industrie, du commerce et des travaux publics*, Bruxelles, Th. Lejeune, 1835.
- NUCHELMANS D., PAGANO G., « Les entreprises publiques autonomes », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1321-1322, 1991.
- NUCHELMANS D., « Grandes tendances de l'histoire des entreprises publiques (1980-1990) », dans INSTITUT BELGE DE FINANCES PUBLIQUES (dir.), *Histoire des finances publiques en Belgique*, t. V, *La période 1980-1990*, Gand, Academia Press, 1993, pp. 441-472.
- ORIS M., « Hygiène publique et médicalisation dans une cité industrielle. Seraing au XIXe et au début du XXe siècle », *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. 73, 1995, fasc. 4, pp. 983-1009.
- PARIS M.P., « Le service postal du dimanche », *L'Union postale*, 1923, pp. 18-21, 37-41, 53-56, 69-74, 89-94, 104-109.
- PASSELECQ F. (dir.), *L'essor économique belge. Services publics. Etudes documentaires sur l'armature économique de la Belgique*, Bruxelles, Desmet-Verneuil, 1933.
- PAULY J., *Le chemin de fer et le Parlement 1835-1860 : traits d'histoire relatifs à la politique des transports et particulièrement à la politique des tarifs*, Bruxelles, Editorial-Office, 1935.
- PEDERSEN S.C., « L'espionnage postal au Danemark au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans M. LE ROUX (dir.), *Postes d'Europe, XVIIIe-XXIe siècle. Jalons d'une histoire comparée*, Paris, Comité pour l'Histoire de La Poste, 2007, pp. 279-288.
- PEETERS J., *Het openbaar vervoer in België, 1945-1960. Beleid en realiteit*, Mons, Patrimoine ferroviaire et tourisme, 2009.
- PETRELLA R., *Le manifeste de l'eau : pour un contrat mondial*, Bruxelles, Labor, 2001.
- PIEMME J.M., « La télédistribution », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 836, 1979.
- PIENDL M., *Das Fürstliche Haus Thurn und Taxis*, Ratisbonne, F. Pustet, 1980.
- PIRARD J., *Le pouvoir central belge et ses comptes économiques 1830-1913*, Bruxelles, Palais des Académies, 1980-1985, 3 vol. (Histoire quantitative et développement de la Belgique, t. VI).
- PIRARD J., *L'extension du rôle de l'Etat en Belgique aux XIXe et XXe siècles*, Bruxelles, Palais des Académies, 1999 (Histoire quantitative et développement de la Belgique, t. VII, vol. 2).
- PIRLOT V., « Décentralisation administrative et gestion des services publics en Belgique de l'indépendance à nos jours (1830-2006) », dans J.M. YANTE, P.A. TALLIER (dir.), *Guide des organismes d'intérêt public en Belgique*, Bruxelles, A.G.R., 2008, t. 1, pp. 41-316 (Guides 70).
- POLASKY J., « Un phénomène typiquement belge : les trains ouvriers et leur impact socio-économique », dans B. VAN DER HERTEN, M. VAN MEERTEN, G. VERBEURGT (dir.), *Le temps du train : 175 ans de chemins de fer en Belgique, 75<sup>e</sup> anniversaire de la SNCB*, Louvain, Universitaire Pers, 2001, pp. 322-334.
- POLO J.F., « La relance de la politique audiovisuelle européenne : Les ressources politiques et administratives de la DG X », *Pôle Sud*, n° 15, 2001, pp. 5-17 – disponible sur [www.persee.fr](http://www.persee.fr).
- POLO J.-F., « La naissance d'une direction audiovisuelle à la commission : la consécration de l'exception culturelle », *Politique européenne*, n° 11, 2003/3, pp. 9-30 – disponible sur [www.cairn.info](http://www.cairn.info).
- PORTER D., *Health, Civilization and the State: a history of public health from ancient to modern times*, Londres, Routledge, 1999.
- « Précis historique sur la construction des chemins de fer en Belgique », *Annales des travaux publics*, t. I, 1843, pp. 11-46 – disponible sur <http://books.google.be>.
- PROT R., *Précis d'histoire de la radio et de la télévision*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- PUISSANT J., « La politique municipaliste socialiste dans trois communes bruxelloises (Bruxelles, Molenbeek, Schaerbeek), 1884-1895 », *Contributions à l'histoire économique et sociale*, t. 4, 1966-1967, pp. 91-112.

- PUTSEYS J., *Radio en politiek : verkenning van het medium radio in België (1900-1933)*, thèse de doctorat en histoire, Louvain, KUL, 1984.
- PUTSEYS J., « Radiostrijd tussen de twee wereldoorlogen », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1986, n° 1-2, pp. 35-60.
- PUTSEYS J., « A note on early broadcasting developments in Belgium », *Historical Journal of Film, Radio and Television*, vol. 7, 1987, n° 3, pp. 311-317.
- QUANTIN G., DESROCHES F., *D'une révolution à l'autre. Maîtres de poste et réseau postal en Côte-d'Or*, dans *Cahiers pour l'histoire de La Poste*, n°2, mai 2004, 191 p. (Collection Apostille).
- RANIERI L., *Emile Francqui ou l'intelligence créatrice 1863-1935*, Paris-Gembloux, Duculot, 1985.
- RANIERI L., art. « Fleischman Théo », dans *Nouvelle Biographie Nationale*, t. 5, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 1999, pp. 158-162.
- RAPAERT F., *Plan d'encouragement en faveur de l'industrie dans la Flandre occidentale*, Bruxelles, E. Laurent, 1836, 19p. - <http://opteron1.kbr.be/lotpubf.htm>.
- RENKIN J., « Les chemins de fer de l'Etat belge », *Revue économique internationale*, novembre 1904, 40p. - <http://opteron1.kbr.be/lotpubf.htm>.
- ROBBINS R.M., *Un siècle de transport public. UITP 1885-1985*, Bruxelles, Goemaere, 1985.
- ROBINS F.W., *The Story of Water Supply*, Oxford, Oxford University Press, 1946.
- ROBERT Fr., DE DONNEA F.X., MARCHAND M., TULKENS H., « Entreprises et services publics : évolution institutionnelle générale et dix-neuf études de cas (1950-1980) », dans INSTITUT BELGE DE FINANCES PUBLIQUES (dir.), *Histoire des finances publiques en Belgique*, t. IV, *La période 1950-1980*, Bruxelles, Bruylant, 1988, pp. 819-930.
- ROCHE D., « Le temps de l'eau rare. Du Moyen Age à l'époque moderne », *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, vol. 39, 1984, n° 2, pp. 383-399 – disponible sur [www.persee.fr](http://www.persee.fr).
- ROEKENS A., « Jalons pour une histoire de la RTBF », dans F. MAIRESSE, L. RECCHIA, M. HANOT, M.C. BRUWIER, *RTBF 50 ans. L'extraordinaire jardin de la mémoire*, Morlanwelz, Musée royal de Mariemont, 2004, pp. 97-120.
- ROGISSART J., « Histoire de la politique européenne du rail et implication des entreprises ferroviaires dans son élaboration », *Flux*, n° 59, janvier-mars 2005, pp. 59-65 – numérisé sur [www.cairn.info](http://www.cairn.info).
- ROMBOUTS F., *De postbode belde vroeger twee keer. Hoe overheidsbedrijven kunnen overleven*, Tielt, Lannoo, 2002.
- ROSANVALLON P., *La crise de l'Etat-providence*, Paris, Seuil, 1981.
- ROSANVALLON P., *L'Etat en France de 1789 à nos jours*, Paris, Editions du Seuil, 1990 (Points Histoire).
- ROSEN G., *A history of public health*, New-York, MD Publications, 1958, réimpr. Baltimore, The John Hopkins University Press, 1993.
- ROUSSEAU X., « Crime, justice et droit : quelques réflexions sur l'historiographie récente en Belgique », *Cahiers du Centre de recherche en histoire du droit et des institutions*, n° 23-24, 2005, pp. 47-154.
- RÜBSAM J., « Un traité postal international de l'année 1660 », *L'Union postale*, 20<sup>e</sup> vol., 1895, pp. 146-156.
- RYELANDT D., art. « Travailleur Maurice » dans *Biographie nationale*, t. XLI, Bruxelles, Bruylant, 1979, col. 772-778.
- SAEYS F., « Statuut, organisatie en financiering van de openbare televisieomroep in Vlaanderen », dans A. DHOEST, H. VAN DEN BULCK (dir.), *Publieke televisie in Vlaanderen. Een geschiedenis*, Gand, Academia Press, 2007, pp. 23-58.
- SANCHEZ J.G., « Du Kaiser à Tony Blair : l'Europe de la censure postale », dans M. LE ROUX (dir.), *Postes d'Europe, XVIIIe-XXIe siècle. Jalons d'une histoire comparée*, Paris, Comité pour l'Histoire de La Poste, 2007, pp. 289-304.
- SERVAIS P., « De la consolidation du réseau aux nouveaux défis européens (1945-2001) », dans B. VAN DER HERTEN, M. VAN MEERTEN, G. VERBEURGT (dir.), *Le temps du train : 175 ans de chemins de fer en Belgique, 75<sup>e</sup> anniversaire de la SNCB*, Louvain, Universitaire Pers, 2001, pp. 200-232.

- SPÈDE L., *100 ans d'eau vive*, Bruxelles, Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux, 1991.
- SPEECKAERT G.P., *Le premier siècle de la coopération internationale 1815-1914*, Bruxelles, Union des associations internationales, 1980.
- STENGERS J., « Léopold Ier et le chemin de fer d'Anvers au Rhin », dans *Mélanges offerts à G. Jacquemyns*, Bruxelles, Editions de l'Institut de sociologie de l'ULB, 1968, pp. 573-599.
- STENGERS J., GUBIN E., *Histoire du sentiment national en Belgique des origines à 1918*, Tome 2, *Le grand siècle de la nationalité belge*, Bruxelles, Racine, 2002.
- STERLING Ch., SHIERS G., *History of telecommunications technology: an annotated bibliography*, Lanham, Scarecrow Press, 2000.
- STEVENS F., « L'introduction du décret d'Allarde 12-17 mars 1791 et de la loi Le Chapelier dans les départements réunis », *Revue du Nord*, LXVI, 1984, pp. 260-282.
- STOCKMANS F., art. « Goldschmidt Robert » dans *Biographie nationale*, t. XLII, Bruxelles, Bruylant, 1981, col. 300-344.
- TEN BRINK E.A.B.J., *De geschiedenis van het postvervoer*, Bussum, Fibula-Van Dishoeck, 1969.
- « The Internet. Changing the way we communicate », dans NATIONAL SCIENCE FOUNDATION, *America's Investment in the Future – NSF celebrating 50 years*, Arlington, National Science Foundation, 2000, pp. 4-17.
- THONISSEN J.J., *La Belgique sous le règne de Léopold I<sup>er</sup>. Etudes d'histoire contemporaine*, 2<sup>e</sup> éd., Louvain, Vanlinthout et Peeters, 1861, 3 vol – disponible sur [www.unionisme.be](http://www.unionisme.be).
- THORAL M.C., « La poste, instrument de centralisation administrative ? Son rôle dans l'administration locale en Isère de 1800 à 1840 », dans M. LE ROUX (dir.), *Postes d'Europe, XVIIIe-XXIe siècle. Jalons d'une histoire comparée*, Paris, Comité pour l'Histoire de La Poste, 2007, pp. 305-318.
- THOVERON G., *Radio et télévision dans la vie quotidienne*, Bruxelles, Ed. de l'Institut de sociologie de l'ULB, 1971.
- THUILLIER G., TULARD J., *La méthode en histoire*, Paris, P.U.F., 1986 (Que sais-je ?, n° 2323).
- TRETSCH C., *La vie à l'Hôtel des Postes de Paris de 1801 à 1830*, dans *Cahiers pour l'histoire de La Poste*, n°4, mai 2005, 125 p. (Collection Apostille).
- TULKENS H.G., « L'évolution historique de la tarification et de la demande des services postaux en Belgique (1840-1961) », *Recherches économiques de Louvain*, XXXI, 1965, pp. 633-673.
- VAILLÉ E., *Histoire générale des postes françaises*, Paris, Presses universitaires, 1947-1952, 5 vol.
- VAILLÉ E., *Le cabinet noir*, Paris, P.U.F., 1950.
- VAÏSSE M., « Une invention du XIXe siècle », dans B. BADIE, G. DEVIN (dir.), *Le multilatéralisme. Nouvelles formes de l'action internationale*, Paris, La Découverte, 2007, pp. 13-22.
- VALIN S., *Services publics : un défi pour l'Europe*, Paris, Editions Charles Léopold Mayer, 2007.
- VALLÉE A., « Les états pourront-ils faire l'Europe des télécommunications ? », *Réseaux*, n° 40, 1990, pp. 93-104 – disponible sur [www.persee.fr](http://www.persee.fr).
- VAN APELDOORN R., « Les télévisions locales et communautaires », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1075-1076, 1985.
- VAN AUDENHOVE M., « L'autonomie communale », dans *L'initiative publique des communes en Belgique 1795-1940*, Bruxelles, Crédit communal, 1986, vol. 1, pp. 69-83.
- VAN AUDENHOVE M., *Histoire des finances communales dans l'évolution économique, financière et sociale de la Belgique, 1918-1985*, Bruxelles, Crédit communal, 1990, 2 vol.
- VAN AUDENHOVE M., *Histoire des finances communales depuis l'indépendance nationale jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, 1830-1918*, Bruxelles, Crédit communal, 1992.
- VAN BACKLÉ J., *Het Hoog Comité van Toezicht. Een bestuurswetenschappelijke studie (1910-1938)*, mémoire de licence inédit, K.U.Leuven, Faculteit der Sociale Wetenschappen, Departement Politieke Wetenschappen, 1984.

- VAN BLADEL J., « The early history of URSI », dans G. KRISTENSSON (dir.), *SNRV 75 år*, Lund, SNRV, 2009 – disponible sur [www.ursi.org](http://www.ursi.org).
- VAN CRAENENBROECK W., *L'unité dans la diversité. La Belgique des châteaux d'eau*, Bruxelles, ANSEAU – Crédit communal, 1991.
- VAN DEN ABBEELE E., « Les services d'intérêt général : état du débat européen », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1901-1902, 2005.
- VAN DEN BULCK H., « Het beleid van de publieke televisie : van hoogmis van de moderniteit naar postmodern sterk merk ? », dans A. DHOEST, H. VAN DEN BULCK (dir.), *Publieke televisie in Vlaanderen. Een geschiedenis*, Gand, Academia Press, 2007, pp. 59-82.
- VAN DEN EECKHOUT P., VANTHEMSCHE G., *Bronnen voor de studie van het hedendaagse België. 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> eeuw*, 3<sup>e</sup> éd., Bruxelles, VUB Press, 2009.
- VAN DER HEIJDEN H.A., « De milieubeweging in de twintigste eeuw », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 2004, n° 3, pp. 445-483.
- VAN DER HERTEN B., VAN MEERTEN M., « De spoorlijn Antwerpen-Gent, 1841-1897. De wisselwerking tussen privé-initiatief en overheidsinterventie in de Belgische spoorwegen », *Revue belge de philologie et d'histoire*, 1994, pp. 861-912.
- VAN DER HERTEN B., « Nieuwe interpretaties over de besluitvorming rond de eerste spoorlijn in België, 1830-1834 », *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 1995, pp. 375-396.
- VAN DER HERTEN B., « A l'ombre des voies navigables et des chemins de fer. La prestation économique des transports routiers en Belgique 1830-1866 », *Bulletin du Crédit communal*, n° 194, 1995/4, pp. 51-66.
- VAN DER HERTEN B., VERHOEST P., « La contribution belge à la création des réseaux internationaux de communication du XIX<sup>e</sup> siècle », dans M. MERGER, A. CARRERAS, A. GIUNTINI (dir.), *Les réseaux européens transnationaux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles : quels enjeux ?*, Nantes, Ouest éditions, 1995, pp. 33-47.
- VAN DER HERTEN B., « De verre voorlopers van Belgacom. Van optische naar elektrische telegrafie in België, 1803-1850 », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1996, n° 3-4, pp. 5-28.
- VAN DER HERTEN B., « De ontwikkeling van de Belgische Post (1830-1913) », *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 1996, pp. 805-837.
- VAN DER HERTEN B., VAN MEERTEN M., VERBEURGT G. (dir.), *Le temps du train : 175 ans de chemins de fer en Belgique, 75<sup>e</sup> anniversaire de la SNCB*, Louvain, Universitaire Pers, 2001.
- VAN DER HERTEN B., *België onder stoom. Transport en communicatie tijdens de 19<sup>de</sup> eeuw*, Leuven, Universitaire pers, 2004.
- VANDERVELDE E., *L'exode rural et le retour aux champs*, Paris, F. Alcan, 1903.
- VAN DER VLEUTEN E., BRETEAU A., « Etude des conséquences sociétales des macro-systèmes techniques : une approche pluraliste », *Flux*, n° 43, 2001/1, pp. 42-57 – disponible sur [www.cairn.info](http://www.cairn.info).
- VAN DER VLEUTEN E., « Understanding Network Societies: Two Decades of Large Technical System Studies », dans E. VAN DER VLEUTEN, A. KAIJSER (dir.), *Networking Europe. Transnational Infrastructures and the Shaping of Europe, 1850-2000*, Sagamore Beach (Mass.), Watson Publishing International, 2006, pp. 279-314.
- VAN DER VLEUTEN E., KAIJSER A. (dir.), *Networking Europe. Transnational Infrastructures and the Shaping of Europe, 1850-2000*, Sagamore Beach (Mass.), Watson Publishing International, 2006.
- VAN DER VLEUTEN E., ANASTADIADOU I., LAGENDIJK V., SCHIPPER F., « Europe's System Builders: The Contested Shaping of Transnational Road, Electricity and Rail Networks », *Contemporary European History*, vol. 16, 2007/3, pp. 321-347.
- VAN DER WOUDE A., « De Kanalenkoning en zijn reputatie », dans C.A. TAMSE, E. WITTE (dir.), *Staats- en natievorming in Willem I's Koninkrijk (1815-1830)*, Bruxelles, VUBPress – Bosch & Keuning, 1992, pp. 237-260.
- VANDEWEYER L., *Het Ministerie van volksgezondheid (1936-1990). Organisatie en bevoegdheden*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1995.

- VANDE WINKEL R., BILTEREYST D., DESMET L. (dir.), « Recherche historique sur l'actualité filmée en Belgique », *Revue belge d'histoire contemporaine*, XXXIX, 2009, n° 1-2.
- VAN DOOREN S., « La contribution du secteur privé au développement du réseau ferré », dans B. VAN DER HERTEN, M. VAN MEERTEN, G. VERBEURGT (dir.), *Le temps du train : 175 ans de chemins de fer en Belgique, 75<sup>e</sup> anniversaire de la SNCB*, Louvain, Universitaire Pers, 2001, pp. 96-113.
- [VAN HAGENDOREN P., MIGNON J.], *1923-1973, la radio belge a 50 ans*, Bruxelles, R.T.B.F., 1973.
- VAN HEESVELDE P., « Les chemins de fer oubliés. L'exploitation ferroviaire pendant la Première Guerre mondiale », dans B. VAN DER HERTEN, M. VAN MEERTEN, G. VERBEURGT (dir.), *Le temps du train : 175 ans de chemins de fer en Belgique, 75<sup>e</sup> anniversaire de la SNCB*, Louvain, Universitaire Pers, 2001, pp. 134-149.
- VAN HEESVELDE P., « Räder müssen rollen für den Sieg. L'exploitation ferroviaire durant la Seconde Guerre mondiale », dans B. VAN DER HERTEN, M. VAN MEERTEN, G. VERBEURGT (dir.), *Le temps du train : 175 ans de chemins de fer en Belgique, 75<sup>e</sup> anniversaire de la SNCB*, Louvain, Universitaire Pers, 2001, pp. 134-149.
- VAN HOUTTE J.A., « Les postes dans les Pays-Bas méridionaux sous la maîtrise des Tour et Tassis », dans L. JANSSENS, M. MEURRENS (dir.), *La poste des Tour et Tassis 1489-1794*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1992, pp. 11-20.
- VAN ISACKER K., *Werkelijk en wettelijk land. De katholieke opinie tegenover de rechterzijde (1863-1884)*, Anvers, Standaard Boekhandel, 1955.
- VAN LAER A., « Liberalization or Europeanization? The EEC Commission's Policy on Public Procurement in Information Technology and Telecommunications (1957-1984) », *Journal of European Integration History*, vol. 12, 2006, n° 2, pp. 107-130.
- VAN LAER A., *Vers une politique industrielle commune. Les actions de la Commission européenne dans les secteurs de l'informatique et des télécommunications (1965-1984)*, thèse de doctorat défendue en mai 2010 à l'Université catholique de Louvain et à paraître chez Peter Lang.
- VAN MEERTEN M., « De Brusselse Jonction : de lange weg van utopie naar werkelijkheid », dans S. JAUMAIN (dir.), *Bruxelles et la Jonction Nord-Midi. Histoire, architecture et mobilité urbaine*, Bruxelles, Archives de la Ville de Bruxelles, 2004, pp. 33-52 (Studia Bruxellae 3).
- VAN MEERTEN M., VERBEUGT G., VAN DER HERTEN B., *Un tunnel sous Bruxelles. Les 50 ans de la jonction Nord-Midi*, Bruxelles, Racine, 2002.
- VAN NIMMEN M., « L'approvisionnement en eau de Bruxelles sous l'ancien régime », *Les Cahiers de la Fonderie*, n° 16, juin 1994, pp. 2-7.
- VAN OYE P., *Het waterprobleem in België*, Verslagen en Voorstellen van de Koninklijke Vlaamse Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België, Klasse der Wetenschappen, 1, Bruxelles, 1949, 15p. (speciale uitgaven 53).
- VANTHEMSCHE G., « De val van de regering Pouillet-Vandervelde : een "samenzwering der bankiers" ? », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1978, n° 1-2, pp. 165-214.
- VANTHEMSCHE G., « Preciseringsen omtrent het verloop van de politiek-financiële crisis van 1926 », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1985, n° 1-2, pp. 107-128.
- VANTHEMSCHE G., *Les paradoxes de l'Etat. L'Etat face à l'économie de marché XIXe et XXe siècles*, Bruxelles, Labor, 1997.
- VANTHEMSCHE G., « L'entre-deux-guerres, période charnière de l'histoire des chemins de fer belges (1919-1939) », dans B. VAN DER HERTEN, M. VAN MEERTEN, G. VERBEURGT (dir.), *Le temps du train : 175 ans de chemins de fer en Belgique, 75<sup>e</sup> anniversaire de la SNCB*, Louvain, Universitaire Pers, 2001, pp. 150-177.
- VANTHEMSCHE G., *La SABENA. L'aviation commerciale belge 1923-2001 : des origines au crash*, Bruxelles, De Boeck, 2002 (Pol-His, 1370).
- VANTHEMSCHE G., « Intérêts patronaux entre sphère publique et sphère privée : la suppression des Chambres de Commerce officielles en Belgique (1875) », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 2004, n° 1, pp. 5-47.

- [VAN WESEMAEL H. (dir.)], *Avancez s.v.p.! Cent ans d'histoire vicinale en Belgique*, Kapellen, De Nederlandsche Boekhandel, 1985.
- VELLE K., « De centrale gezondheidsadministratie in België voor de oprichting van het eerste Ministerie van Volksgezondheid (1849-1936) », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1990, n° 1-2, pp. 162-210.
- VELLE K., *Het Ministerie van Openbare Werken (1837-1990). I. Organisatie. II. Bevoegdheden*, Bruxelles, A.G.R., 1993 (Miscellanea Archivistica. Studia 32-33).
- VELLE K., « Les chemins de fer belges et l'unification du temps », dans B. VAN DER HERTEN, M. VAN MEERTEN, G. VERBEURGT (dir.), *Le temps du train : 175 ans de chemins de fer en Belgique, 75<sup>e</sup> anniversaire de la SNCB*, Louvain, Universitaire Pers, 2001, p. 74.
- VERAGHTERT K., « De Belgische revolutie en de Haven van Antwerpen », dans F. JUDO, S. VAN DE PERRE (dir.), *De prijs van de Scheiding*, Kapellen, Uitgeverij Pelckmans, 2007, pp. 187-206.
- VERHELST J., *Fragmenten uit de Atea geschiedenis*, Mortsel, chez l'auteur, 2009.
- VERHEYDEN M., *La radio-télévision face au pouvoir. L'expérience belge*, Louvain, Vander, 1970 (Collection du Centre des techniques de diffusion – CETEDI).
- VERHOEST P., VERCROYSSSE J.P., PUNIE Y., *Telecommunicatie en beleid in België 1830-1991 : een reconstructie van de politieke besluitvorming vanaf de optische telegraaf tot de oprichting van Belgacom*, Amsterdam, Cramwinckel, 1991.
- VERHOEST P., « De maatschappelijke en technologische constructie van de Belgische telefoonnetten in de 19<sup>de</sup> eeuw: een structurele analyse », dans H. VERSTRAETEN, P. PERCEVAL (dir.), *Media en Maatschappij*, Bruxelles, VUB Press, 1991, pp. 211-228.
- VERHOEST P., *Openbare telecommunicatie (1798-1998): twee eeuwen politieke economie van het netwerkbeheer in België*, Bruxelles, VUB Press, 2000.
- VERHOFSTADT D., *Het einde van het BRT-Monopolie*, Anvers, Kluwer, 1982.
- Vingt-cinq ans d'activité de l'Office international d'hygiène publique 1909-1933*, Paris, Office international d'hygiène publique, 1933 – disponible dans la collection historique numérisée de l'Organisation mondiale de la santé sur son site internet [www.who.int](http://www.who.int).
- VIRÉ L., *La distribution publique d'eau à Bruxelles, 1830-1870*, Bruxelles, Pro Civitate, 1973.
- VIRE L., « Innovation technologique et hygiène publique. La distribution d'eau à Bruxelles au XIX<sup>e</sup> siècle », dans G. KURGAN – VAN HENTENRYK, J. STENGERS (dir.), *L'innovation technologique. Facteur de changement (XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles)*, Bruxelles, Ed. de l'ULB, 1986, pp. 93-111.
- WANGERMÉE R., « Technologie, programmes et politique en radio-télévision », dans G. KURGAN – VAN HENTENRYK, J. STENGERS (dir.), *L'innovation technologique. Facteur de changement (XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles)*, Bruxelles, Ed. de l'ULB, 1986, pp. 197-217.
- WARÈGNE J.M., « Le GATT et l'audiovisuel », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1449-1450, 1994.
- WAUTERS J., *Les postes en Belgique avant la Révolution française*, Paris - Bruxelles - Leipzig, Guillaumin & Muquardt, 1874.
- WAXWEILER E., art. « Quetelet Lambert Adolphe Jacques », dans *Biographie nationale*, t. XVIII, Bruxelles, Bruylant, 1905, col. 477-494.
- WEIDLING P. (dir.), *International health organisations and movements 1918-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995 (Cambridge history of medicine).
- WITTE E., « Gemeenteregies in België (1850-1914): liberaal interventionisme of socialistisch municipalisme », dans *L'initiative publique des communes en Belgique 1795-1940*, Bruxelles, Crédit communal, 1986, vol. 1, pp. 85-106.
- WITTE E., *Over bruggen en muren. Hedendaagse Politieke Geschiedenis en Politieke Wetenschappen in België (1945-2000)*, Leuven, Universitaire Pers, 2003 (Sociologie Vandaag, vol. 7).
- WITTE E., « La Construction de la Belgique 1828-1847 », dans *Nouvelle Histoire de Belgique*, vol. 1, 1830-1905, Bruxelles, Complexe, 2005, 216p.
- WITTE E., MEYNEN A. (dir.), *De geschiedenis van België na 1945*, Anvers, Standaard Uitgeverij, 2006.

- WITTE E., « Media en politiek », dans E. WITTE, A. MEYNEN (dir.), *De geschiedenis van België na 1945*, Anvers, Standaard Uitgeverij, 2006, pp. 491-510.
- YANTE J.M., « L'histoire de l'administration en Belgique. Etat bibliographique », *Annuaire d'histoire administrative européenne – Jahrbuch für europäische Verwaltungsgeschichte*, t. 9, 1997, pp. 261-280.
- YANTE J.M., TALLIER P.A. (dir.), *Les parastataux en Belgique au 20<sup>e</sup> siècle. Législations. Evolutions récentes - De parastatalen in België tijdens de 20ste eeuw. Wetgeving. Recente evoluties*, Bruxelles, A.G.R., 2003 (Miscellanea Archivistica. Studia 153).
- YANTE J.M., TALLIER P.A., CARNEL S. (dir.), *Des Etats dans l'Etat ? Autonomie administrative et services publics décentralisés en Europe*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2007, pp. 189-220 (Miscellanea Archivistica, Studia, 169).
- YANTE J.M., TALLIER P.A. (dir.), *Guide des organismes d'intérêt public en Belgique*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2008, 3 tomes, 5 vol. (Guides 70).